

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MIGRATION AU TCHAD : UN LIEN COMPLEXE

Un rapport conjoint élaboré par l'American
University, l'OIM Tchad et le Cluster sécurité
alimentaire Tchad



TCHAD
CLUSTER SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE

EDITEUR

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Les termes employés et la présentation des faits tout au long du rapport n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'OIM concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou régions, ou des autorités, ou concernant des frontières ou limites.

L'OIM est attachée au principe selon lequel une migration humaine et ordonnée profite aux migrants et à la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale pour aider à relever les défis opérationnels croissants de la gestion des migrations ; faire progresser la compréhension des questions de migration ; encourager le développement social et économique par la migration ; et défendre la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Ce rapport ne doit pas être utilisé, publié ou redistribué dans l'intention première d'obtenir un avantage commercial ou une compensation financière, sauf à des fins éducatives, par exemple en vue de son inclusion dans un manuel.

Citation recommandée : American University, OIM Tchad, et Cluster sécurité alimentaire Tchad (2021), "Le changement climatique, la sécurité alimentaire, et la migration au Tchad : un lien complexe."

PHOTO DE COUVERTURE :

Une femme de la province du Lac tisse une natte de paille pour la construction d'un abri semi-durable pour les personnes déplacées © OIM Tchad 2021/Andrea Ruffini

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par Madison Allen, Ashley Fakhimi, Jacqueline Kessler, Helena O. Mishoe et James Whaley III de l'American University, School of International Service, avec l'aide, les orientations et la contribution du Professeur Victoria Kiechel de l'American University, School of International Service, en partenariat avec Yakin Mwanza, Anne Kathrin Schaefer, François Xavier Ada, Annie Bartkowski et Elizabeth Griesmer de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et Francesco Mazzarelli du Cluster Sécurité Alimentaire du Tchad..

Les auteurs tiennent à remercier tous ceux qui ont contribué à la publication de cette recherche, en particulier les milliers de migrants et de personnes déplacées qui ont partagé leurs expériences avec l'OIM lors des différentes collectes de données sur le terrain, ainsi que tous les partenaires impliqués dans la conception du Cadre Harmonisé du CILSS qui est mis en œuvre par le SISAAP¹, soutenu par le Cluster Sécurité Alimentaire.

¹ Comité permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)
Système d'Informations sur la Sécurité Alimentaire et l'Alerte précoce (SISAAP)

TABLE DE MATIERES

EDITEUR	2
REMERCIEMENTS	3
DEFINITIONS	5
DONNEES & METHODOLOGIE	6
RESUME EXECUTIF	9
1. INTRODUCTION : LE CONTEXTE ET LA TYPOLOGIE CHANGEANTE DE LA MIGRATION AU TCHAD	11
2. RÉSULTATS DES DONNÉES DE L'OIM-DTM	12
2.1 Résultats des enquêtes de suivi des flux (FMS ; niveau national).....	12
2.2 Résultats de l'étude pilote sur le changement climatique dans la région du bassin du lac Tchad.....	14
3. LA MIGRATION DANS LE CONTEXTE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	15
4. UN REGARD PLUS ATTENTIF SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	17
4.1 Organisations s'occupant du changement climatique au Tchad et dans la région du Sahel.....	17
4.2 Le changement climatique : Augmentation des températures	18
4.3 Changement climatique : Précipitations variables et événements climatiques	19
4.4 Changement climatique : Dégradation de l'environnement et impacts sur la santé humaine.....	22
5. INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MIGRATION DANS LA PROVINCE DU LAC	23
5.1 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance sensibles au climat : Implications de l'étude pilote sur le changement climatique de 2018.....	25
5.2 Sécurité alimentaire, accès aux ressources et disponibilité : Implications de l'étude pilote de 2018 de l'OIM sur le changement climatique.....	27
5.3 Sécurité alimentaire et migration : Données nationales du Tchad provenant du Cadre harmonisé (CH) du Cluster sécurité alimentaire et du FMS de l'OIM.....	30
5.4 Impacts sur la sécurité alimentaire : Agriculture et moyens de subsistance du bétail	31
5.5 Impacts sur la sécurité alimentaire : La pêche et les moyens de subsistance des pêcheurs dans la province du Lac.....	33
5.6 Impact des déplacements forcés sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire dans la province du Lac : Résultats de l'enquête sur les intentions de retour	34
5.7 Impact des déplacements forcés sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire dans la province du Lac : Résultats des groupes de discussion.....	38
6. CONCLUSION	40
7. RECOMMANDATIONS	41
8. BESOINS DE RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRES	43
BIBLIOGRAPHY	44

DEFINITIONS

Personnes déplacées internes (PDI) : Selon la définition des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes déplacées internes du Haut-Commissariat des réfugiés (HCR), les personnes déplacées internes sont « Personnes ou [...] groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État »² Dans ce rapport, les PDI décrivent les personnes qui se sont déplacées ou ont fui à l'intérieur du Tchad.

Déplacement : Le déplacement désigne le mouvement involontaire de personnes – individuellement ou collectivement – hors de leur foyer, de leur communauté ou de leur État, « en raison ou afin d'éviter les effets d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou d'origine humaine. »^{3,4} Le terme est interchangeable avec le « déplacement forcé » et la « migration forcée. »

Migration : La migration décrit le déplacement de personnes – les migrants – hors de leur lieu de résidence habituel, que ce soit à travers une frontière internationale ou à l'intérieur d'un État. La migration est « un mouvement de population, englobant tous les types de mouvements de population, quelles que soient leur durée, leur composition et leurs causes ; elle comprend la migration des réfugiés, des personnes déplacées, des migrants économiques et des personnes se déplaçant à d'autres fins, y compris le regroupement familial. »⁵

Migrant : Un migrant désigne « une personne qui s'éloigne de son lieu de résidence habituel, que ce soit à l'intérieur d'un pays ou au-delà d'une frontière internationale, de façon temporaire ou permanente, et pour diverses raisons. »⁶ « Migrant » est un terme générique qui englobe toutes les formes de déplacement. Le terme n'a pas été défini par le droit international ; cette définition a été produite par l'OIM.

Refugié : Défini dans la Convention des Nations Unies sur les réfugiés de 1951, un réfugié est une personne qui « se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou [...] ne veut se réclamer de la protection de ce pays », en raison d'une « crainte fondée de persécution pour des raisons de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un certain groupe social ou d'opinions politiques ». ⁷ Un réfugié est également une personne « qui, n'ayant pas de nationalité et se trouvant hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner ». ⁸

Personne retournée : Un retourné prend part à la migration de retour, qui est « l'acte ou le processus consistant à retourner ou à être ramené au point de départ. » Les retournés peuvent être d'anciens réfugiés

² UN High Commissioner for Refugees (UNHCR). *Guiding Principles on Internal Displacement*, 22 July 1998. <https://www.refworld.org/docid/3c3da07f7.html>.

³ International Organization for Migration. *Glossary on Migration 2nd Edition*, 2017. P 29. <https://www.corteidh.or.cr/sitios/observaciones/11/anexo5.pdf>.

⁴ International Organization for Migration. *Glossary on Migration*, 2019. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf.

⁵ International Organization for Migration. *Glossary on Migration 2nd Edition*, 2017. P 62.

⁶ IOM. *Key Migration Terms*, 20 January 2020. <https://www.iom.int/key-migration-terms>.

⁷ UN General Assembly. *Convention Relating to the Status of Refugees*, 28 July 1951. <https://www.refworld.org/docid/3be01b964.html>.

⁸ Ibid.

(c'est-à-dire que le retour est transnational) ou d'anciennes PDI (c'est-à-dire que le retour a lieu à l'intérieur des frontières territoriales d'un pays). Dans ce document, les « retournés » sont des ressortissants tchadiens qui vivaient à l'étranger et ont ensuite été contraints de rentrer chez eux, généralement en raison d'un conflit.⁹

Transhumance : La transhumance décrit le « mouvement saisonnier des personnes avec leur bétail entre les pâturages, [...] souvent sur de longues distances, et parfois au-delà des frontières. ».¹⁰

DONNÉES & MÉTHODOLOGIE

Les échanges avec le personnel de l'OIM a conduit à la sélection et à l'analyse des ensembles de données et des résultats qualitatifs énumérés ci-dessous dans le tableau 1, y compris : (1) l'impact potentiel du climat et de l'insécurité alimentaire (par exemple, les moteurs économiques) sur la transhumance et d'autres formes de mouvement de population, (2) les liens entre le conflit et l'insécurité alimentaire et les intentions des populations déplacées et retournées, et (3) si la vulnérabilité particulière des régions à travers le Tchad à l'insécurité alimentaire pourrait être un moteur important qui pousse les gens à migrer. Ce document s'appuie sur les données recueillies par l'OIM Tchad et le Cluster sécurité alimentaire à travers l'enquête de suivi des flux (FMS) de la Matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix* en anglais ou DTM) de l'OIM, le Cadre Harmonisé (CH) du Cluster sécurité alimentaire, l'enquête de l'OIM sur les intentions de retour et l'étude pilote sur le changement climatique. Les données ont été recueillies au Tchad en général ou pour la région du bassin du lac Tchad en particulier, de 2018 à 2020. Les données qualitatives ont été collectées à partir de groupes de discussion (*Focus Groups* en anglais ou FG) dans la province du Lac qui ont été menés pour comprendre le déplacement des personnes interrogées, leurs situations actuelles, ainsi que leurs intentions futures. L'analyse des FG explore spécifiquement l'impact du déplacement forcé sur les moyens de subsistance et l'insécurité alimentaire.

Pour ce rapport, un sous-groupe des échantillons a été analysé, en raison de lacunes dans les données ou parce qu'il n'était pas directement pertinent pour l'étude. Par exemple, un petit pourcentage de répondants aux FMS n'a pas donné son consentement, donc aucune donnée n'a été rapportée dans ces cas. En outre, toutes les données n'étaient pas pertinentes (par exemple, les données sur les personnes déplacées internes du Nigéria ne permettraient pas d'évaluer les schémas de migration vers, à l'intérieur ou à partir du Tchad).

⁹ IOM Global Migration Data Analysis Centre. *Return Migration*, 11 May 2021. <https://migrationdataportal.org/themes/return-migration>.

¹⁰ IOM. *Glossary on Migration*, 2019. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf.

Table 1 : SOURCES DES DONNEES

Source	Méthode de collecte	Lieu(x) de collecte	Date(s) de collecte	Taille de l'échantillon	Profils des Repondants
Enquête de suivi des flux (FMS) de la DTM de l'OIM	Enquête	Tchad	Avril 2018 - Décembre 2020;	Total : 15 116 migrants	82% des hommes, 16% des femmes, 2% non signalé 63% des mariés, 31% des célibataires, 4% autres (séparés, divorcés, veufs), 2% non signalé 88% de nationalité tchadienne, 10% d'autres nationalités, 2% non signalé
Cadre Harmonisé (CH)	Analyse	Tchad	Octobre, Mars 2018; Octobre, Mars 2019; Octobre, Mars 2020	Non applicable	69 départements du pays (analyse au niveau national)
Enquête sur les intentions de retour de l'OIM	Enquête ménage	Tchad, Province du Lac	21 Octobre-4 Novembre 2019	1,527 Ménages	35% des PDI, 30% des retournés, 35% des membres de la communautés hôtes; Les PDI étaient des Tchadiens. Les retournés sont les Tchadiens déplacés par force, résidant auparavant principalement au Niger et au Nigéria.
Groupes de discussions	Entretiens dans les groupes de discussion	Tchad, province du Lac	Douze groupes de discussion ont eu lieu entre le 26-31 octobre 2019.	12 groupes de discussion	Les groupes de discussion étaient composés de 30 PDI (18 hommes, 12 femmes) et 46 retournés (28 hommes et 18 femmes)
Étude pilote de l'OIM sur le changement climatique	Enquête ménage	Cameroun, Tchad, Niger, Nigéria	Juillet 2018 – octobre 2018	4 779 ménages	48% des hommes, 52% des femmes ; 84% des mariés ; 11% des veufs ; 5% autres (divorcés, séparés, célibataires) 32% des membres des communautés hôtes, 56% des PDI, 9% des retournés, 3% autres (migrants, réfugiés, transhumants)

Le contexte et l'objectif de chaque méthodologie sont les suivants :

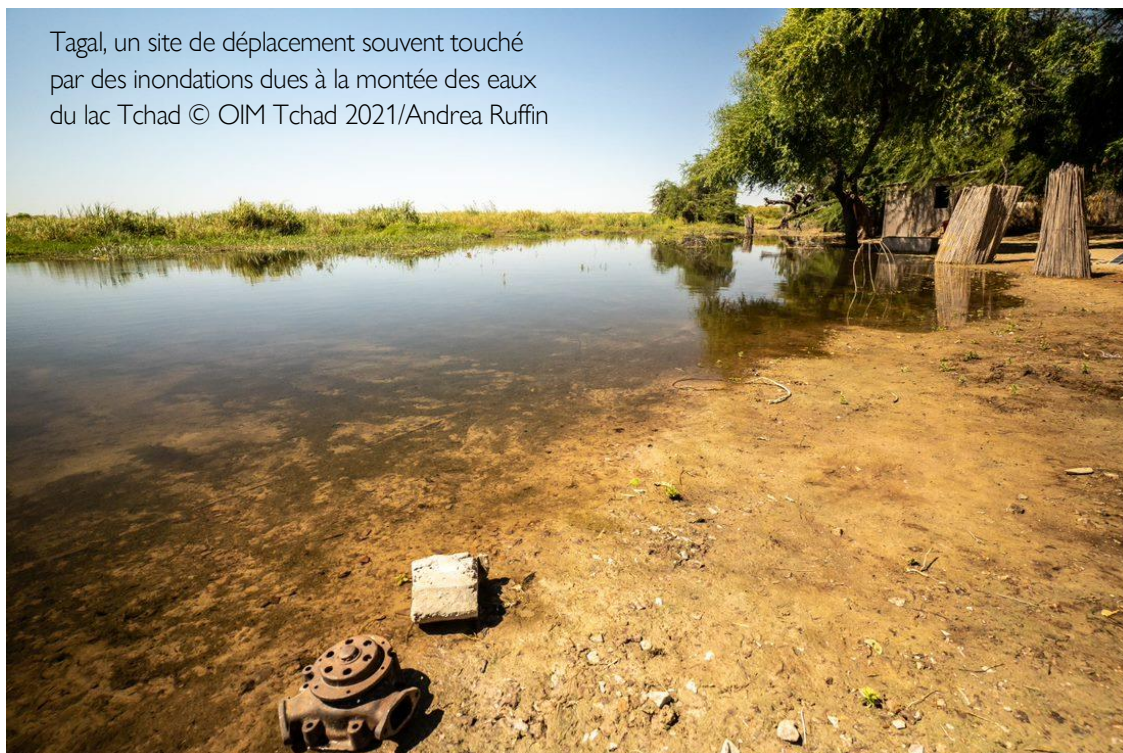
Enquête de suivi des flux (FMS) de la DTM de l'OIM : Il s'agit d'une étude au niveau national des profils des migrants le long des principales routes migratoires en Afrique. L'objectif de ces enquêtes est de recueillir des informations sur les profils démographiques et socio-économiques des migrants, les pays de départ et de destination, la chronologie du voyage, les raisons et les attentes du voyage, et les besoins.

Le Cadre Harmonisé du CILSS mis en œuvre par le SISAAP Tchad et soutenu par le Cluster Sécurité Alimentaire (CH) : Analyse au niveau national, le cadre harmonisé permet de planifier la réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles, dans le cadre de l'analyse, de la planification, de la mise en œuvre et du suivi et de l'évaluation (S&E) des interventions. Les résultats du CH sont principalement destinés à soutenir la prise de décision - pour que les organisations puissent faire face aux crises alimentaires et mettre en œuvre des actions pour renforcer la résilience. L'analyse du CH est effectuée tous les six mois.

Enquête de l'OIM sur les intentions de retour : L'enquête a été menée au niveau des ménages dans la province du Lac au Tchad, dans le but de comprendre les intentions des populations déplacées afin de soutenir la programmation du lien entre l'humanitarisme et le développement des solutions durables. Des groupes de discussion (12) ont été organisés pour compléter les informations recueillies par l'enquête, en recueillant des informations approfondies sur l'expérience du déplacement, les situations actuelles et les intentions futures des déplacés internes et des retournés.

Étude pilote de l'OIM sur le changement climatique : L'étude visait à fournir une meilleure compréhension des liens entre le changement climatique, les moyens de subsistance, la migration et les conflits dans les populations considérées comme faisant partie de la région écologiquement importante mais vulnérable du bassin du lac Tchad. Son objectif ultime était de contribuer à l'élaboration de stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.

Tagal, un site de déplacement souvent touché par des inondations dues à la montée des eaux du lac Tchad © OIM Tchad 2021/Andrea Ruffin



RESUME EXECUTIF

Les migrations à travers le Tchad et le Sahel se sont produites pour diverses raisons depuis de nombreuses générations. La migration est un processus naturel des populations et est souvent motivée par des actions de développement et de transformation sociale. Elle peut également être provoquée dans certaines circonstances par l'insécurité alimentaire, l'instabilité des moyens de subsistance, la violence et le changement climatique. Ce rapport s'appuiera sur les sources existantes et l'analyse des données pour analyser les liens et les corrélations entre deux facteurs récents importants - et perturbateurs - des modèles de migration au Tchad : le changement climatique et l'insécurité alimentaire. Identifier et comprendre les interactions entre la migration, le changement climatique et l'insécurité alimentaire est essentiel pour concevoir des interventions systémiques visant à promouvoir des sociétés et des moyens de subsistance durables.

Travaillant en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) - Tchad, l'équipe d'American University a été chargée de la recherche et de l'analyse des données pour soutenir les objectifs stratégiques suivants :

1. Caractériser l'impact du changement climatique sur la migration au Tchad.
2. Améliorer la compréhension des modèles de migration actuels liés à l'insécurité alimentaire au Tchad.

Dans son aperçu des recherches existantes sur ces sujets, ce rapport fournira un contexte pour l'analyse des données des enquêtes de l'OIM et des contributions des groupes de discussion des

migrants tchadiens.

Ce rapport examine plus en profondeur les causes et les effets de la migration en se référant aux rapports de recherche et aux données recueillies par l'OIM et ses partenaires dans le cadre d'enquêtes, de questionnaires et de groupes de discussion, en mettant l'accent sur les points suivants :

- *La caractérisation par les Tchadiens de leurs propres migrations, circonstances et besoins.* Plus de 90 pour cent des personnes interrogées dans le cadre des enquêtes de suivi des flux (FMS) de la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM au niveau national ne citent pas leur migration ou leur déplacement comme étant forcé, mais plutôt comme un mouvement vers des opportunités économiques parmi d'autres. Pourtant, les données de la province du Lac qui est écologiquement vulnérable—bien que les données aient été recueillies à un moment et dans des lieux différents et pour des raisons différentes—laissent présager les conséquences de la variabilité climatiques et de l'insécurité. Par exemple, 83 pour cent des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête sur le changement climatique ont déclaré avoir perdu leurs moyens de subsistance, et seulement 23 pour cent des personnes interrogées ont déclaré avoir trouvé de nouveaux moyens de subsistance. Les résultats des groupes de discussion décrivent l'ampleur des pertes chez les Tchadiens touchés par ces changements.
- *L'étendue probable des impacts de la variabilité climatique au Tchad sur l'écologie, l'économie et l'équité,* avec des considérations de la sécurité alimentaire, la rareté des ressources, l'augmentation de la désertification, la probabilité de maladies infectieuses, la question des rôles de genre et de la vulnérabilité, l'expérience d'une intensification des conflits sociaux et d'autres questions pertinentes. Le rapport examine les conséquences du lien entre le changement climatique, l'insécurité alimentaire et les conflits au Tchad. L'augmentation de la perte des moyens de subsistance traditionnels et de l'instabilité (qu'elle soit due aux conflits, au changement climatique ou aux deux), associée à l'absence de moyens de subsistance alternatifs ou nouveaux, laisse peu de choix aux populations, une circonstance susceptible d'entraîner des changements dans les structures et les normes sociétales, familiales et économiques.

Le rapport identifie des recommandations clés pour atténuer et faciliter la migration adaptative à travers le prisme de la sécurité alimentaire et du changement climatique. Il s'agit notamment d'établir de meilleures politiques d'intégration pour les personnes en déplacement prolongé, pour lesquelles il n'y a peut-être pas de retour possible ; de mettre l'accent sur l'apprentissage des méthodes d'adaptation climatique de bas vers le haut (du niveau communautaire vers le niveau national); de privilégier l'aide qui renforce la résilience et cible les besoins des personnes déplacées plutôt que l'aide à la sécurité ; et d'accroître le rôle des femmes dans le leadership. Le rapport se termine par une courte liste de besoins de recherche supplémentaires. Un recadrage du vocabulaire de la migration et du déplacement au Tchad pourrait être nécessaire, car ce vocabulaire influence la collecte de données et les réponses ultérieures des organisations gouvernementales et non gouvernementales aux populations affectées.

RECOMMANDATIONS CLÉS :

1. Accroître le rôle des femmes dans le leadership
2. Établir des politiques d'intégration opportunes et meilleures pour les populations déplacées
3. Accroître les efforts de résilience climatique de bas en haut
4. Privilégier l'aide qui renforce la résilience plutôt que l'aide à la sécurité.

1. INTRODUCTION : LE CONTEXTE ET LA TYPOLOGIE CHANGEANTE DE LA MIGRATION AU TCHAD

La position géographique et culturelle du Tchad incarne la variation et le mouvement. Composé de régions climatiques adjacentes mais distinctes, de la zone saharienne désertique du nord au Sahel semi-aride du centre, en passant par les forêts et les savanes tropicales du sud, le pays borde le lac Tchad au sud-ouest, important pour la nation et toute la région pour son approvisionnement en eau douce et en poissons. Enfermant une zone deux fois plus grande que la France, la longueur extraordinaire de la frontière du Tchad avec six pays et sa position au centre de l'Afrique rendent compréhensible son histoire en tant que paysage de transit pour les humains et autres espèces migratoires. À l'intérieur de ses frontières, la migration saisonnière et le retour au lieu d'origine ont été un modèle régulier, que ce soit de la part des éleveurs transhumants qui pratiquent leur activité de subsistance, ou des familles temporairement déplacées par les inondations du sud dues aux pluies. Dans un contexte de pénurie de ressources, d'instabilité politique et de pressions externes, tous les types de personnes se déplaçant à l'intérieur et à travers le Tchad sont en danger. Les institutions régionales et mondiales cherchent à comprendre les raisons de cette perturbation afin d'en répondre aux conséquences négatives.

La littérature existante concernant les migrations récentes au Tchad et à travers le pays a diversement caractérisé cette migration comme un échec de la gouvernance, comme un déplacement forcé dû aux activités de groupes armés non étatiques, et comme une réponse à la rétraction du rivage du lac Tchad/réduction des ressources en eau du bassin. Les données issues des enquêtes et des groupes de discussion de l'OIM révèlent une réalité bien plus nuancée. Bien que les perceptions des migrants et la science objective du changement climatique puissent diverger dans quelques cas, ces perceptions sont importantes pour comprendre pourquoi les individus et les groupes se déplacent, car en fin de compte, chaque décision de se déplacer est le choix subjectif de l'individu ou du groupe qui choisit la

migration comme mesure d'adaptation au conflit, à l'insécurité alimentaire, aux opportunités économiques et/ou au changement climatique. L'analyse des données de l'OIM présentée ici, synthétisée avec des recherches extérieures, a révélé la nature complexe de la migration au Tchad, et les couches multidimensionnelles qui poussent les gens à se déplacer de manière forcée ou volontaire.

2. RÉSULTATS DES DONNÉES DE L'OIM-DTM

2.1 Résultats des enquêtes de suivi des flux (FMS ; niveau national)

Les données FMS au niveau national donnent un aperçu de la migration humaine récente au sein du Tchad qui est principalement masculine (plus de 80%), mature (âge moyen d'environ 30 ans), et motivée par des circonstances économiques. Quatre-vingt-douze pour cent (92%) des personnes interrogées entre avril 2018 et juin 2020 - y compris les Tchadiens et les non Tchadiens - ont indiqué qu'elles n'avaient pas été déplacées de force, mais qu'elles s'étaient déplacées pour d'autres raisons. La réponse de loin la plus fréquente dans le FMS entre avril 2018 et juin 2020 était les raisons économiques, citées par 54,9 pour cent (6 088) des répondants, suivies par « rejoindre la famille », citée par 15 pour cent (1 688) des répondants. En revanche, ceux qui ont cité le « conflit » (774), la « guerre » (34) ou la « violence » (380) comme principaux motifs de leur voyage à l'époque constituent 11 pour cent (1188) des réponses. Pour l'instant, on peut en déduire, étant donné la majorité qui cite des motivations économiques dans l'ensemble de données FMS, que la recherche de moyens de subsistance souligne le rôle de la migration comme mesure d'adaptation.

La plupart des migrations ont lieu à l'intérieur des frontières du Tchad. Parmi les personnes interrogées (FMS) entre avril 2018 et juin 2020, 9 518 (87%) migrants n'ont pas tenté de s'installer dans un autre pays. Lorsqu'on leur demande d'où ils ont commencé leur voyage, parmi les migrants interrogés dans le cadre de la FMS d'avril 2018 à décembre 2020, 12 297 (82,3 %) ont cité le Tchad. Lorsqu'on leur a demandé quelle était leur prochaine destination telle qu'elle était considérée au moment de l'entretien, une pluralité de 3 636 (32,8%) des personnes interrogées (FMS avril 2018-juin 2020) qui ont précisé un lieu ont cité le « pays de naissance. » On peut en déduire que la plupart de ceux qui envisagent effectivement de quitter le Tchad ne sont pas eux-mêmes des Tchadiens de naissance. Lorsqu'on les interroge sur leur destination finale telle qu'envisagée au moment de l'entretien, parmi les personnes interrogées (FMS avril 2018 - juin 2020 et juillet 2020 - décembre 2020), 6 831 (45,7%) ont cité le Tchad, 5 021 (33,6%) n'ont pas donné de réponse, 2 227 (14,9%) ont cité un autre pays africain, 679 (4,5%) ont cité le pays de naissance, et seulement 64 (0,43%) ont cité un endroit en Europe ou en Amérique. Ces données soulignent l'ampleur de la circulation des personnes à l'intérieur du Tchad. Ils révèlent également à quel point la migration pour des motifs économiques au Tchad est non seulement habituelle, mais fréquente. Parmi les personnes interrogées dans le cadre de la FMS menée entre avril 2018 et juin 2020, à la question « Combien de temps comptez-vous rester ? », 25,9 % ont indiqué leur intention de quitter leur destination dans un délai d'un an, et 21 pour cent ont déclaré qu'ils partiraient dans un délai d'une semaine.

Dans le contexte de l'intensification du changement climatique entraînant l'insécurité alimentaire et les conflits – une dynamique qui sera soulignée dans ce rapport – l'aspect de genre et la fréquence de la migration habituelle, lorsqu'ils se croisent avec la pénurie croissante des ressources, sont des signaux d'alarme pour l'avenir. Parmi les personnes interrogées dans le cadre de la FMS avril 2018 - juin 2020, 9 372 (84,4%) étaient des hommes, avec un âge moyen d'environ 30 ans. À mesure que le manque ou l'accès aux ressources disponibles devient plus évident et plus répandu, les hommes sont susceptibles

de devoir parcourir des distances croissantes depuis leur domicile pour pêcher ou cultiver ou trouver d'autres moyens de subsistance pour offrir les mêmes opportunités économiques et la même sécurité alimentaire qu'ils étaient autrefois capables d'offrir avec beaucoup moins de déplacements. La migration est une stratégie d'adaptation, mais ne constitue pas une échappatoire garantie au changement climatique ni à l'insécurité alimentaire. Il n'est pas certain que les migrants trouvent de nouvelles opportunités économiques ou la possibilité de renouer avec les moyens de subsistance qu'ils connaissaient autrefois. La pandémie de COVID-19 a encore intensifié les problèmes mentionnés et a révélé à quel point l'interconnexion entre le changement climatique, l'insécurité alimentaire et les conflits est profonde. En effet, les enquêtes menées entre juillet et décembre 2020 propose comme choix classé pour la « raison principale de votre voyage » (Q4.3) ce qui suit : « Lenteur des changements environnementaux (par exemple, le bétail est mort à cause de la sécheresse, perte de l'agriculture à cause de la sécheresse/des faibles précipitations, l'élévation du niveau de la mer a détruit les maisons/les biens, la réduction des stocks de poissons) ». Il est à noter que cette option n'est nulle part sélectionnée par les répondants comme l'un des trois premiers choix dans l'ensemble de données FMS de juillet 2020 à décembre 2020 fourni pour cette analyse. En tête de liste ou en premier choix, la motivation économique reste la réponse la plus fréquemment citée (44%), suivie par les voyages à des fins d'éducation ou de formation (26% - ce qui pourrait être une conséquence de la fermeture des écoles et des universités due à la pandémie), puis par les déplacements pour rejoindre la famille (21%). Les facteurs d'attraction et de répulsion plus immédiats sont clairement en tête des préoccupations.

Ces réponses révèlent la complexité de la migration, dans la mesure où les personnes interrogées ne décrivent pas ou choisissent de décrire l'impact de certains facteurs sur leur choix de partir. Ils ne font pas explicitement le lien entre les facteurs (comme l'impact du changement climatique sur les opportunités économiques ou l'exacerbation des conflits), préférant formuler leurs réponses adaptatives en termes plus positifs, comme le fait de se diriger vers de nouvelles opportunités économiques. Ce point de vue relativement positif, voire fier, peut être interprété comme l'incarnation mentale/émotionnelle de la migration adaptative. Grâce aux données recueillies par l'OIM et examinées ci-dessous dans la section sur le changement climatique, il semble clair que les migrants comprennent et ressentent que certaines ressources comme l'eau et les terres arables se raréfient, que les précipitations deviennent beaucoup plus variables et sporadiques, et que d'autres ressources naturelles connaissent également des variations. Alors que la science objective souligne qu'il s'agit là d'impacts du changement climatique, et que les migrants les identifient comme des raisons de leur incapacité à retourner chez eux et comme des facteurs qui intensifient les conflits et le manque d'opportunités économiques, les migrants ne citent pas ces mêmes raisons - telles que les précipitations variables, l'épuisement des ressources naturelles ou la hausse des températures - comme un facteur explicite qui aurait pu inciter leur décisions de migrer, même si la mention des signes du changement climatique était une option de l'enquête. La différence entre l'identification des impacts du changement climatique et la citation du changement climatique lui-même comme facteur de ces impacts suggère des déconnexions possibles. L'une d'elles peut être entre la façon dont les Tchadiens perçoivent l'essence du changement climatique - ce qu'il est et ce qu'il implique - et son impact direct sur leur vie quotidienne et leurs moyens de subsistance. Une autre déconnexion possible peut se trouver dans le vocabulaire utilisé par les Tchadiens pour parler du changement climatique et la manière dont l'OIM a formulé la question dans ses enquêtes FMS. Les Tchadiens font-ils le lien entre le manque d'opportunités économiques et l'augmentation des conflits, qui sont en partie dus au changement climatique, et donc le changement climatique comme facteur principal de leur migration ? Des recherches plus approfondies et d'éventuelles modifications dans la conception de l'enquête pourraient aider à clarifier ce point, à savoir s'il s'agit en fait d'une divergence dans la manière dont les Tchadiens décrivent les événements météorologiques liés au changement climatique

plutôt que le changement climatique lui-même, ou d'un écart général dans la manière dont le langage occidental décrit le phénomène par rapport à la manière dont les Tchadiens le décrivent. Il est important pour les décideurs des pays développés de comprendre si les Tchadiens ont une compréhension conceptuelle du phénomène plus large du changement climatique, même s'ils n'utilisent pas le même langage, et pour les Tchadiens de pouvoir rapporter les implications à long terme des effets du changement climatique sur le paysage. Cela pourrait servir d'outil de responsabilisation important pour les pays développés à l'origine de ce phénomène.

2.2 Résultats de l'étude pilote sur le changement climatique dans la région du bassin du lac Tchad

L'étude pilote sur le changement climatique met en lumière les causes profondes indissociables des conflits, de l'insécurité alimentaire et du changement climatique, en l'occurrence dans la région du bassin du lac Tchad, une zone à forte concentration de population. Les effets du changement climatique diminuent la disponibilité et l'accès aux ressources en eau, aux terres agricoles arables, aux ressources halieutiques, au rendement des cultures et, par conséquent, aux moyens de subsistance. Ce manque de disponibilité, d'accessibilité, de stabilité et d'utilité des ressources nécessaires à la vie et aux moyens de subsistance, pousse les Tchadiens à migrer pour se nourrir et travailler. Selon les données de l'enquête sur les changements climatiques menée de juillet 2018 à octobre 2018 dans la province du Lac, sur un échantillon de 892 personnes, 83 pour cent des personnes interrogées ont déclaré avoir perdu leurs moyens de subsistance. La manière dont les personnes interrogées ont perdu leurs moyens de subsistance n'a pas été demandée et n'est donc pas indiquée dans les réponses. Seuls 23 pour cent des répondants ont déclaré avoir trouvé un nouveau moyen de subsistance. Ces données révèlent que la perte et l'instabilité accrues des moyens de subsistance (que ce soit en raison d'un conflit, du changement climatique ou des deux), associées à l'absence de moyens de subsistance alternatifs ou nouveaux, laissent peu de choix aux gens. Cela suggère qu'à l'avenir, les habitants de la province du Lac pourraient changer de plus en plus d'activités de subsistance, ce qui pourrait entraîner des changements dans les structures et les normes sociétales, familiales et économiques. Étant donné que la production agricole et la pêche sont étroitement liées aux opportunités économiques et à la sécurité alimentaire de la province du Lac, cette rareté des opportunités économiques crée des conditions idéales pour le développement des conflits.

Le conflit - principalement provoqué par des groupes armés non étatiques (GANE) - est à l'origine de la migration qui est au cœur de cette recherche. Pendant ce temps, les effets du changement climatique se font sentir. Les températures continuent d'augmenter, des régions continuent d'être décimées par des tempêtes et des inondations dévastatrices, des maladies apparaissent et se propagent, et des ressources fiables en eau douce continuent de disparaître. La migration devient la méthode par défaut d'adaptation non seulement à la présence de conflits, mais aussi aux effets du changement climatique et de l'insécurité alimentaire. Parmi d'autres facteurs critiques, la migration à l'intérieur du Tchad et au-delà de ses frontières sert de moyen d'échapper au conflit, mais laisse également les migrants exposés et vulnérables au même conflit qu'ils tentent de fuir en cherchant de nouvelles zones moins affectées par les effets du climat.

Les effets du changement climatique et du conflit se renforcent et s'intensifient mutuellement dans la Province du Lac. Dans l'étude pilote sur le changement climatique, une grande majorité (92%) des personnes déplacées internes (PDI) citent le conflit comme cause première de leur migration. Le changement climatique joue ici un rôle clé. Premièrement, le changement climatique contribue à intensifier le conflit en limitant la disponibilité des ressources. Deuxièmement, les personnes déplacées

internes citent les impacts climatiques tels que les paysages inondés, la désertification et la variabilité météorologique comme la principale raison de leur réticence ou de leur incapacité à rentrer chez elles. Cela pourrait s'avérer un point de données utile à examiner de plus près. Les personnes déplacées internes peuvent finir par migrer encore plus loin, car les effets du changement climatique ne se limitent pas à la région qu'elles ont fuie.

En résumé, les événements climatiques mettent à mal une région déjà en proie à l'insécurité alimentaire en touchant l'agriculture - la principale source de nourriture et de moyens de subsistance du Tchad. Cette insécurité alimentaire exacerbée rend nécessaire la migration et expose les personnes vulnérables aux conflits ; le conflit entraîne de nouvelles migrations, dont les cas sont intensifiés par la variabilité climatique ; l'augmentation des températures, la variabilité des précipitations et les paysages décimés empêchent souvent le retour dans la zone de provenance ; et la boucle de rétroaction continue. La migration est cimentée comme la principale voie d'adaptation, mais elle ne garantit pas le retour à un semblant de normalité, de sécurité alimentaire ou d'opportunités économiques, que les migrants recherchent lorsqu'ils quittent leur foyer tout en s'exposant en chemin au conflit qu'ils entendent fuir. Ce rapport explore plus en profondeur les causes et les effets de la migration et identifie des recommandations clés pour atténuer et faciliter la migration adaptative à travers le prisme de la sécurité alimentaire et du changement climatique.

3. LA MIGRATION DANS LE CONTEXTE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La sécurité alimentaire, le changement climatique et les migrations sont liés de manière complexe et multiforme.¹¹ Ces liens sont de plus en plus analysés par les agences internationales et par la recherche universitaire. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a récemment souligné que l'agriculture et le développement rural sont des facteurs importants pour les migrations.¹²



Des femmes de la province du Lac, au Tchad, construisent des abris d'urgence après leur déplacement ©OIM Chad 2021/Andrea Ruffini

En conformité avec les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies, ce rapport évalue les liens entre l'insécurité alimentaire et la migration au Tchad. Un rapport de 2019 du GIEC sur le changement climatique et les terres donne des notes élevées de confiance aux façons dont le changement climatique est un facteur

¹¹ Luca Mulazzani et al., "Food security and migration in Africa: a validation of theoretical links using case studies from literature," *New Medit* 19, no. 2 (2020): 19-37.

¹² FAO, *Migration, Agriculture, and Rural Development*, 2016.

déterminant de l'insécurité alimentaire au sens large.¹³ Le rapport du GIEC indique que le changement climatique affecte la sécurité alimentaire par l'augmentation des températures, la modification des régimes de précipitations et l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations.¹⁴ Le rapport prévoit également que la sécurité alimentaire sera de plus en plus affectée par les changements climatiques futurs projetés et que la vulnérabilité des systèmes pastoraux et de la production agricole au changement climatique est et restera très élevée.¹⁵ Le changement climatique devrait avoir un impact négatif sur les quatre piliers de la sécurité alimentaire - la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité - et sur leurs interactions qui seront abordées dans ce rapport.¹⁶

Un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) de 2011 explique comment le Sahel a été confronté à une croissance démographique massive, à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et à une instabilité chronique en raison du changement climatique et d'autres facteurs.¹⁷ La majorité de la population sahélienne étant directement dépendante des ressources naturelles pour sa subsistance, les impacts de l'insécurité alimentaire liée au changement climatique dans la région continueront de croître. L'insécurité alimentaire persistante perpétue la perturbation des moyens de subsistance, exacerbe les griefs et laisse souvent les gens avec peu d'options d'adaptation dans le Sahel africain. Comme indiqué plus haut, l'agriculture occupe plus de 60 pour cent de la population en âge de travailler dans de nombreux pays africains, et environ 85 pour cent au Tchad, et est donc particulièrement vulnérable au changement climatique.¹⁸ L'agriculture est essentiellement pluviale dans la région du Sahel et le changement climatique a entraîné une augmentation de la variabilité des précipitations, ce qui se traduit par des cycles de pluie plus courts et des perturbations dans les schémas de plantation et de culture, ce qui entraîne une baisse des rendements et des revenus des ménages.¹⁹

Si les migrations saisonnières de personnes et de bétail ont constitué une part importante des stratégies de subsistance ancestrales dans le Sahel, la migration peut également se produire lorsque ces moyens de subsistance ne sont plus viables et en l'absence d'autres moyens de subsistance. La migration, en tant que stratégie d'adaptation au changement climatique et à l'insécurité alimentaire, est un mécanisme qui se produit au Sahel depuis des décennies et qui continuera à augmenter à l'avenir. Le PNUE a rendu compte d'importants mouvements de population des régions du nord du Sahel vers le sud et les pays côtiers, suite aux crises écologiques des années 1970, 1980 et 1990. Un rapport de la Banque mondiale en 2018, prévoit que d'ici 2050, le monde pourrait voir plus de 140 millions de migrants liés au climat, avec une projection de 86 millions de migrants climatiques dans la seule Afrique subsaharienne.²⁰

¹³ IPCC, *Special Report on Climate Change and Land*, 2016.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ FAO, IFAD, UNICEF, WFP, and WHO, *The State of Food Security and Nutrition in the World*, 2018.

¹⁷ UNEP, *Livelihood Security: Climate Change, Migration and Conflict in the Sahel*, 2011.

¹⁸ Felix Kwame Yeboah, and Thomas S. Jayne, "Africa's evolving employment trends," *The Journal of Development Studies* 54, no. 5 (2018): 803-832.

¹⁹ Ahmadou Mbaye, "Africa's climate crisis, conflict, and migration challenges," *Brookings*, 2019. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2019/09/20/africas-climate-crisis-conflict-and-migration-challenges/>

²⁰ World Bank Group, *Groundswell: Preparing for Internal Climate Migration*, 2018.

4. UN REGARD PLUS ATTENTIF SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Sur les 186 pays évalués dans l'indice de vulnérabilité au changement climatique (IVCC)²¹ de 2016, le Tchad a été classé comme le pays le plus exposé aux effets du changement climatique.²² La migration est intrinsèquement définie par les frontières, alors que le changement climatique et ses impacts se matérialisent sans respect des frontières. L'augmentation des températures, les précipitations variables et la dégradation de l'environnement créent des boucles de rétroaction dangereuses qui catalysent la migration au Tchad.

4.1 Organisations travaillant sur le changement climatique au Tchad et dans la région du Sahel

Des organisations telles que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont toutes deux pris l'engagement fort de lutter contre le changement climatique en unissant leurs forces pour assurer la sécurité alimentaire de tous et faire en sorte que les populations aient un accès régulier à des aliments de qualité en quantité suffisante pour mener une vie active et saine. Leurs objectifs organisationnels sont directement touchés par les conséquences du changement climatique et ils ont chacun réuni leurs domaines d'expertise thématiques spécifiques en tant que partenaires pour se concentrer sur les moyens d'améliorer l'intégration de la migration dans le développement rural et l'agriculture, ainsi que sur le rôle important des migrants dans les systèmes agroalimentaires.²³

La FAO œuvre en faveur d'un environnement dans lequel les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires et agricoles vulnérables peuvent résister aux impacts du changement climatique grâce à des modifications du comportement ou des systèmes et à des actions visant à limiter le réchauffement de la planète et ses effets connexes. Trois résultats encadrent la stratégie et le plan d'action de la FAO en matière de changement climatique : 1) Renforcement des capacités des États membres en matière de changement climatique, grâce au leadership de la FAO en tant que fournisseur de connaissances et d'expertise techniques ; 2) Meilleure intégration de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, des forêts et des pêches dans le programme international sur le changement climatique, grâce à un engagement renforcé de la FAO et 3) Renforcement de la coordination et de l'exécution des travaux de la FAO sur le changement climatique.

Le PAM s'emploie également à combattre les effets du changement climatique. Il s'agit de la principale organisation humanitaire qui sauve des vies en fournissant une aide alimentaire dans les situations d'urgence et en travaillant avec les communautés pour améliorer la nutrition et renforcer la résilience. Un rôle essentiel du PAM est d'aider à atteindre les objectifs internationalement convenus de l'action climatique mondiale établie dans l'accord de Paris en aidant les gouvernements à profiter des opportunités de financement climatique et à étendre les programmes innovants de financement des

²¹ The CCVI analyzes 42 social, economic and environmental factors to determine national-level vulnerabilities. Factors evaluated include agricultural dependency, adaptive capacity of the government, and exposure to natural disasters ([Climate-ADAPT, 2010](#)).

²² ReliefWeb, *Climate Change and Vulnerability*, 2015.

²³ Food and Agriculture Organization of the United Nations. IOM and FAO: Linking migration and agri-food systems. 10/3/21. <http://www.fao.org/brussels/news/detail/en/c/1392240/>

risques pour promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition.

Ces organisations et l'OIM Tchad peuvent conjointement aider à atteindre les objectifs et les aspirations de l'Agenda 2030 pour le développement durable afin d'éliminer la faim, de réduire la pauvreté rurale et de gérer les ressources naturelles de manière durable, en particulier au Tchad et dans la région du Sahel. L'élaboration d'approches visant à atténuer le changement climatique et les impacts associés, ainsi que de stratégies d'adaptation aux conséquences de ces changements peut faciliter la coopération mondiale et aider à déterminer un mélange optimal de stratégies d'adaptation et d'atténuation qui se traduisent par une résilience renforcée au changement climatique. Bien que centré sur les réfugiés et les communautés d'accueil, le partenariat Prospects, récemment lancé au Soudan, est un exemple remarquable de collaboration entre plusieurs organisations aux atouts uniques qui aident conjointement les réfugiés et les personnes déplacées de force en leur proposant des solutions durables pour favoriser une meilleure intégration et inclusion.²⁴ De même, les organisations qui se concentrent spécifiquement sur la sécurité alimentaire et les systèmes agroalimentaires, les conflits et l'impact du changement climatique en relation avec les mouvements de population pourraient également établir des partenariats plus solides pour répondre aux objectifs et aspirations partagés de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

4.2 Le changement climatique : Augmentation des températures

Les températures au Sahel augmentent 1,5 fois plus vite que la moyenne mondiale, les températures proches de la surface augmentant au cours des 50 dernières années.^{25 26} Le Sahel devrait se réchauffer de 3°C à 5°C d'ici 2050.²⁷ Au Tchad, les températures annuelles moyennes ont augmenté de 0,7°C depuis 1960. Le taux de changement le plus élevé s'est produit pendant la saison humide, au cours de laquelle le taux d'augmentation est de 0,36°C.²⁸ Dans le cadre du scénario de concentration représentatif 8.5²⁹ (RCP8.5) - la limite supérieure des scénarios d'émissions futures - le Tchad devrait se réchauffer de 5°C en hiver boréal (janvier-mars) et jusqu'à 6°C en été (juillet-septembre).^{30 31} Ce réchauffement sans précédent a des répercussions sur l'environnement, la santé humaine et la dynamique des moyens de subsistance.

L'augmentation des niveaux de chaleur entraîne des événements extrêmes, tels que des sécheresses, des incendies de forêt et des vagues de chaleur.³² L'une des principales causes des sécheresses au Sahel est l'augmentation de la température, à laquelle s'ajoutent la dégradation des sols et les rétroactions de la poussière.³³ Les sécheresses, à leur tour, ont contribué à la fréquence des incendies et à la perte de biodiversité.³⁴ La mortalité des arbres a été liée aux sécheresses sahéliennes, ce qui peut encore

²⁴Reliefweb. UNHCR. A new Partnership, "Prospects" changes the ways of supporting displaced groups and their host communities in Sudan [EN/AR]. 19 Feb 2020. <https://reliefweb.int/report/sudan/new-partnership-prospects-changes-ways-supporting-displaced-groups-and-their-host>

²⁵ Isabelle Niang and Oliver Ruppel, *Africa*, IPCC, 2014.

²⁶ World Bank, "Climate Data: Historical," 2015. <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/chad/climate-data-historical>

²⁷ Malcolm Potts, Eliya Zulu, Michael Wehner, Federico Castillo, and Courtney Henderson, *Crisis in the Sahel*, 2013.

²⁸ World Bank, "Climate Data: Historical." 2015.

²⁹ Representative Concentration Pathways (RCPs) describe the scenarios--or pathways--for the concentration of greenhouse gases, aerosols and chemically active gases, and land use, usually up to the year 2100. Adopted by the IPCC, they are used to project consequences and assess adaptation measures. RCP8.5, the highest of four pathways, assumes radiative forcing of greater than 8.5 W m⁻² by 2100 (IPCC, 2014).

³⁰ Alessandro Dosio, "Projection of temperature and heat waves for Africa with an ensemble of CORDEX Regional Climate Models," *Climate Dynamics* 49, no. 1 (2017): 493-519.

³¹ IPCC, *Technical Summary*, 2019. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/3/2019/11/SROCC_FD_TS_Final.pdf

³² IOM, *Extreme Heat and Migration*, 2017.

³³ Epule Terence Epule et al., "The causes, effects and challenges of Sahelian droughts: a critical review," *Regional Environmental Change* 14, no. 1 (2014): 145-156.

³⁴ Bruno A. Walther, "A review of recent ecological changes in the Sahel, with particular reference to land-use change, plants, birds and mammals," *African Journal of Ecology* 54, no. 3 (2016): 268-280.

exacerber les impacts du changement climatique en diminuant la capacité des plantes à absorber le dioxyde de carbone.³⁵ Les vagues de chaleur (périodes de températures atypiquement élevées) ont également augmenté dans la région.³⁶ Des études ont montré que les vagues de chaleur au Sahel sont devenues plus fréquentes, plus intenses et plus durables au cours des dernières décennies.³⁷ ³⁸ Ces événements extrêmes induits par la chaleur ont un impact négatif sur le rendement des cultures et sur les fonctions et services des écosystèmes.

Le réchauffement des températures et l'effet qui en résulte sur l'environnement ont des ramifications sur la dynamique des moyens de subsistance et la santé humaine. Tout d'abord, les températures inhabituellement élevées ont un impact négatif sur la croissance des cultures en influençant la durée et le moment des saisons et en diminuant le contenu nutritionnel. Ce phénomène, en plus de précipitations variables, contribue à l'insécurité alimentaire au Tchad, un pays classé 187^e sur 189 pays dans l'indice de développement humain 2020 et dans lequel 2,3 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire.³⁹ ⁴⁰ Un deuxième impact de la hausse des températures sur les moyens de subsistance est la baisse de la productivité du travail.⁴¹ Une analyse sur l'impact de la température et de l'humidité induites par le climat estime que jusqu'à 20 pour cent des heures de travail annuelles à l'ombre au Tchad devraient être perdues d'ici 2085.⁴² Enfin, il existe des preuves que la température a un effet sur la mortalité dans le Sahel. Lorsque les températures sont élevées (supérieures à 30°C), le taux de mortalité augmente de 3,7 pour cent et touche de manière disproportionnée les populations jeunes et âgées.⁴³

Le Tchad fait partie des nations sahéennes les plus susceptibles de connaître des chaleurs extrêmes mortelles pendant les jours les plus chauds, ce qui limite l'habitabilité et la capacité de survie de la région.⁴⁴ La chaleur extrême perturbe l'environnement et a un impact sur les moyens de subsistance, ce qui limite le potentiel d'adaptation « in situ ». ⁴⁵ Les conséquences indirectes de l'augmentation de la température peuvent pousser les gens à se déplacer à l'intérieur du pays ou à l'étranger, pour s'adapter aux ramifications des températures plus élevées.

4.3 Changement climatique : Précipitations variables et événements climatiques

Les régimes imprévisibles des pluies, les inondations et les sécheresses au Tchad sont à l'origine de problèmes économiques et sociaux, exacerbant les conflits et contribuant aux migrations et aux déplacements internes. Si l'on attribue la responsabilité de ce déplacement uniquement au conflit, on ignore les dynamiques importantes entre l'environnement et la sécurité.

³⁵ Epule et al., 2014.

³⁶ Polioptro Martinez, and Erick R. Bandala, "Heat Waves: A Growing Climate Change-related Risk," *Brief for GSDR—2016 Update Secretariat of the United Nations* (2016).

³⁷ Boutheina Oueslati et al., "Characterization of heat waves in the Sahel and associated physical mechanisms." *Journal of Climate* 30, no. 9 (2017): 3095-3115.

³⁸ Jessica, F. Barbier et al., "Detection of intraseasonal large-scale heat waves: Characteristics and historical trends during the Sahelian spring." *Journal of Climate* 31, no. 1 (2018): 61-80.

³⁹ UNDP, "Latest Human Development Index Ranking," 2020, <http://hdr.undp.org/en/content/latest-human-development-index-ranking>

⁴⁰ OCHA, "Chad," 2020, <https://reports.unocha.org/en/country/chad/card/uerjZCl3pk/>

⁴¹ IOM, *Extreme Heat and Migration*, 2017.

⁴² Tord Kjellstrom et al., "Heat, human performance, and occupational health: a key issue for the assessment of global climate change impacts," *Annual review of public health* 37 (2016): 97-112.

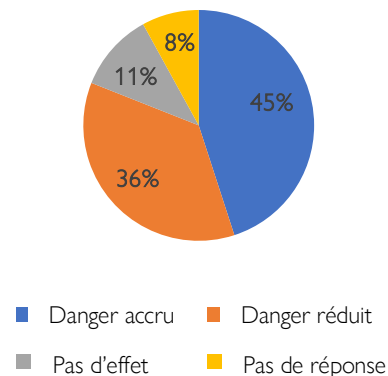
⁴³ Papa Daouda A. Diène et al., "Heat-related mortality in the Sahel: who is sensitive to short-and long-term heat exposures?," In *EGU General Assembly Conference Abstracts*, p. 12054, 2018.

⁴⁴ IOM, 2017.

⁴⁵ IOM, p. 9, 2017.

Il est vrai que sur les 708 personnes interrogées dans le cadre de l'étude pilote sur le changement climatique qui ont répondu par l'affirmative à la question « Avez-vous été contraint (ou un ou plusieurs membres de votre ménage ont-ils été contraints) de fuir votre lieu d'origine ? », zéro pour cent ont indiqué que des événements climatiques soudains tels que des sécheresses et des inondations en étaient le facteur, seulement deux pour cent que les précipitations en étaient le facteur et seulement trois pour cent les changements de température. Cependant, dans le même groupe, 45 pour cent des personnes interrogées ont

Figure 1: Changement perçu des niveaux de danger en raison du climat/météo



estimé que les changements météorologiques avaient accru le danger au cours des dix dernières années (figure 1) et 81 pour cent ont noté un changement dans le danger et les risques liés aux conditions météorologiques, au climat et aux événements climatiques.⁴⁶ Ce que l'on peut déduire de l'intersection de ces réponses à l'enquête et de la recherche documentaire, c'est que si les événements climatiques et les changements de pluie et de température ne sont pas considérés ou perçus comme le facteur principal du mouvement des personnes, ils contribuent fortement à perturber la vie des Tchadiens et ce que l'on peut appeler un intensificateur des causes profondes - conflit et problèmes économiques - qui provoquent la migration. En outre, il est possible que les personnes interrogées ne soient pas conscientes des multiples liens entre les symptômes du changement climatique et les perturbations de leur vie.

La plus grande difficulté pour s'adapter aux changements de précipitations au Tchad est qu'ils restent difficiles à prévoir. Le Groupe de la Banque mondiale n'a trouvé aucune tendance dans les précipitations annuelles moyennes depuis 1960.⁴⁷ D'autres études ont conclu que les précipitations diminuent ou augmentent chaque année, sans qu'il y ait de consensus clair entre les études.⁴⁸ Une complication provient du fait que le Tchad a trois zones climatiques : le Tchad Nord aride, le Tchad central semi-aride et une savane tropicale au Tchad Sud. De plus, alors que la majeure partie du Tchad semble recevoir davantage de précipitations annuelles, « des mécanismes compensatoires pourraient induire une forte diminution des précipitations au Sahel », ce qui fait que la quantité totale de précipitations ne reflète pas exactement ces changements.⁴⁹ Bien qu'une tendance claire à l'augmentation ou à la diminution des précipitations n'ait pas encore été définie, on sait que les extrêmes pluviométriques, c'est-à-dire les quantités élevées et faibles de précipitations, ont augmenté en Afrique et au Tchad.

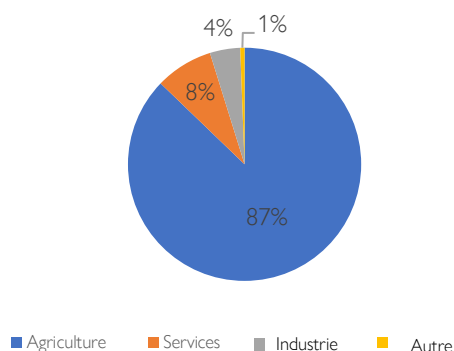
⁴⁶ Figure 1

⁴⁷ World Bank, "Climate Data: Historical," 2015, <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/chad/climate-data-historical>

⁴⁸ Kanhu Charan Pattanyak et al., "Changing climate over Chad: is the rainfall over the major cities recovering?" *Earth and Space Science* 6, no. 7 (2019): 1149-1160.

⁴⁹ Adelphi, *Climate-Fragility Profile: Lake Chad Basin*, 2018.

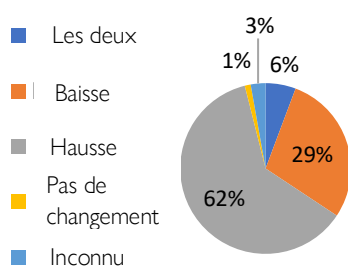
Figure 2: Emploi par secteur (2016)



Etant donné que près de 90 pour cent du pays dépend de l'agriculture pour sa subsistance et son emploi⁵⁰ (figure 2), le Tchad est particulièrement sensible à la variabilité des précipitations, ce qui rend les changements de précipitations et les événements climatiques inattendus d'autant plus perturbants pour les Tchadiens. « Par exemple, les agriculteurs locaux ont décrit comment leurs changements traditionnels entre différentes pratiques agricoles en fonction de la pluie ne peuvent pas faire face aux extrêmes et à la variabilité météorologique de ces dernières années. »⁵¹

Cet impact sur la vie du peuple tchadien signifie que les changements de précipitations et l'augmentation des inondations et des sécheresses sont à la fois une préoccupation environnementale, économique, sociale et sécuritaire.⁵² Par exemple, rien qu'en 2020, de fortes précipitations ont affecté près de 400 000 personnes, les statistiques gouvernementales et les partenaires humanitaires estimant que 20 des 23 provinces du Tchad ont été touchées par les inondations qui ont suivi.⁵³ Un document du Conseil de sécurité des Nations Unies de 2020 sur le Tchad souligne que les déplacements ne sont pas seulement dus au conflit, mais aussi aux précipitations intenses et imprévisibles, aux inondations et aux sécheresses.⁵⁴ La violence éclate souvent à cause de l'épuisement des terres et de l'eau, des faibles niveaux de nourriture et de la concurrence entre les groupes pour des ressources limitées. L'imprévisibilité des précipitations perturbe également les schémas traditionnels de déplacement des bergers transhumants, ce qui entraîne des conflits avec les agriculteurs eux-mêmes qui tentent de s'adapter aux changements de la saison de croissance. La FAO a mieux résumé la situation : « Se concentrer uniquement sur le conflit et l'insécurité comme cause de la crise simplifie à l'extrême les problèmes socio-économiques et écologiques complexes et interdépendants qui affectent les moyens de subsistance ruraux et urbains dans la région du bassin du lac Tchad. »⁵⁵

Figure 3: Changements perçus dans les précipitations au cours des 10 dernières années



Les enquêtes menées auprès des PDI au Tchad ont confirmé les résultats de la recherche, puisque seulement quatre pour cent des personnes interrogées ont déclaré qu'elles ne savaient pas ou qu'il n'y avait pas eu de changement dans les précipitations au cours des dix dernières années, ce qui montre que 96 pour cent des personnes interrogées ont remarqué la variabilité des précipitations (figure 3). En outre, parmi ces 96 pour cent, près de 73 pour cent estiment que les changements dans les précipitations, les écosystèmes

⁵⁰ Figure 2

⁵¹ Adelphi, *Climate-Fragility Profile: Lake Chad Basin*, 2018.

⁵² Ibid.

⁵³ OCHA, *Chad Situation Report*, 10 Nov 2020.

⁵⁴ United Nations, "Sahel, Lake Chad Region Walking 'Tightrope of Survival' as Result of Environmental Degradation, Humanitarian Organization President Tells Security Council," 17 September 2020, <https://www.un.org/press/en/2020/sc14307.doc.htm>

⁵⁵ FAO, *Lake Chad Basin Crisis - Response Strategy (2017–2019)*, 2017.

ou les conditions météorologiques ont entraîné une augmentation du nombre de litiges et de conflits concernant les terres et les ressources. Ainsi, même si les personnes interrogées ne prennent pas la décision de se déplacer en raison des changements climatiques, ces derniers ont un impact indirect qui contribue à la décision finale de se déplacer.

4.4 Changement climatique : Dégradation de l'environnement et impacts sur la santé humaine

Les vagues de chaleur et les régimes pluviométriques variables dus au changement climatique contribuent à la dégradation de l'environnement et l'exacerbent. Bien qu'il existe une multitude d'optiques permettant d'examiner la dégradation de l'environnement, les principaux domaines de préoccupation, et les plus immédiats, sont la désertification, l'émergence et la propagation des maladies zoonotiques et la destruction des cultures.

La récession historique du lac Tchad et l'épuisement des ressources en eau douce dans le bassin du lac Tchad est le résultat direct de la désertification induite par des précipitations variables et des températures en constante augmentation. Bien que les précipitations variables puissent donner lieu à des saisons humides extrêmes et à des inondations, qui peuvent à leur tour entraîner une expansion temporaire du lac Tchad, le lac et les ressources en eau du bassin ont connu une tendance continue à la baisse sur le long terme.⁵⁶ Alors que ces défis convergent, une population croissante au Tchad se bat pour des ressources en eau qui diminuent.⁵⁷

En ce qui concerne les maladies, le changement climatique exacerbe les maladies, leurs vecteurs et leur impact sur les êtres humains. Les tempêtes erratiques dues à des précipitations variables provoquent de fortes pluies qui balayent et mélangent les déchets humains provenant des infrastructures de traitement des déchets telles que les latrines dans l'eau potable et les autres ressources en eau. Cela favorise l'apparition et le développement de maladies comme l'hépatite A et E, et la fièvre typhoïde.⁵⁸ D'autres formes de maladies, comme les maladies à transmission vectorielle, se développent également lorsque les températures augmentent et que les pluies sont abondantes. Selon le Centre de contrôle et de prévention des maladies, la fièvre africaine par morsure de tique, la maladie du sommeil africaine, le paludisme, la fièvre jaune et le choléra sont des maladies transmises par les tiques, les mouches tsé-tsé ou les moustiques, qui se développent toutes dans ou à proximité de masses d'eau chaude et stagnante, comme les inondations après une forte pluie ou le lac Tchad lui-même.⁵⁹ Souvent, les fortes pluies ont le potentiel de réveiller et de propager les œufs dormants de ces parasites. En outre, les ressources en eau douce se raréfiant en raison de la désertification, des précipitations imprévisibles et de l'augmentation des températures, les animaux sauvages seront plus souvent en contact avec les humains. Cela risque d'exposer davantage l'homme à des zoonoses telles que la rage des animaux sauvages, ainsi qu'à d'éventuelles pandémies futures dont l'impact est similaire à celui du coronavirus que nous vivons actuellement.

⁵⁶ United Nations, Drying Lake Chad Basin gives rise to crisis

<https://www.un.org/africarenewal/magazine/december-2019-march-2020/drying-lake-chad-basin-gives-rise-crisis>

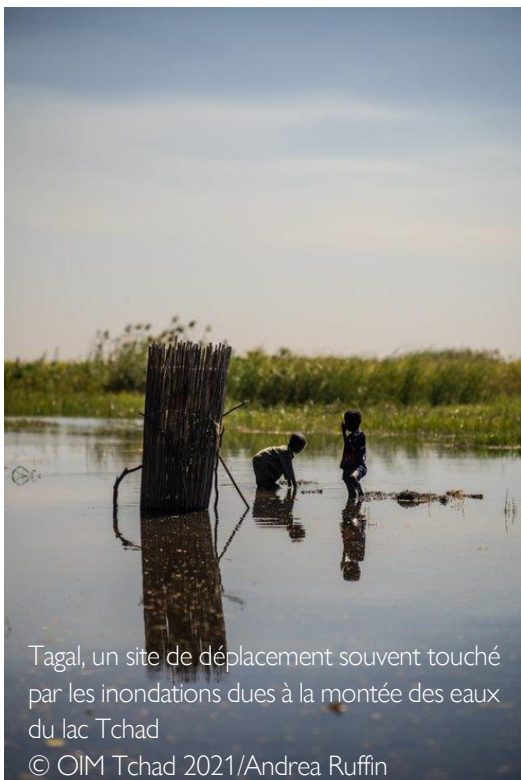
⁵⁷ United Nations, Drying Lake Chad Basin gives rise to crisis

<https://www.un.org/africarenewal/magazine/december-2019-march-2020/drying-lake-chad-basin-gives-rise-crisis>

⁵⁸ Yana Emets, "Preventing the Spread of Common Diseases in Chad," Borgen Project, 2017, <https://borgenproject.org/preventing-common-diseases-in-chad/>

⁵⁹ CDC, "Chad Clinician View," 2021, <https://wwwnc.cdc.gov/travel/destinations/clinician/none/chad>

Un autre impact désastreux du changement climatique est la destruction des cultures. Celle-ci se manifeste sous deux formes d'événements climatiques. La plus immédiate est celle des pluies abondantes et destructrices décrites dans un récent rapport du Bureau de la coordination des affaires



Tagal, un site de déplacement souvent touché par les inondations dues à la montée des eaux du lac Tchad

© OIM Tchad 2021/Andrea Ruffin

humanitaires des Nations unies (OCHA).⁶⁰ Si les pluies et les vents eux-mêmes ne détruisent pas les cultures, les inondations qui s'ensuivent le feront probablement. L'augmentation des températures diminue le rendement des cultures ainsi que le contenu nutritionnel des récoltes restantes. Plus catastrophique encore, nous avons assisté à la multiplication des essaims de criquets pèlerins en Afrique de l'Est, ce qui a des répercussions sur le Tchad et d'autres pays africains qui semblaient avoir été épargnés par cette invasion. Originaires du Moyen-Orient et du Kenya, ces essaims de criquets peuvent former des dizaines de millions d'essaims forts sur un kilomètre carré et voler jusqu'à 150 kilomètres par jour. Ils se nourrissent des cultures locales, aggravant ainsi la pénurie alimentaire dans la région. De plus lorsqu'il y a une pénurie alimentaire au Kenya et/ou au Moyen-Orient, l'aide extérieure - aussi limitée soit-elle - est mise à rude épreuve. Tout comme les moustiques, les tiques et les mouches tsé-tsé, les criquets se reproduisent en grand nombre. Ainsi, se débarrasser d'un essaim n'assure pas un répit à leurs descendants.

Selon un récent rapport de la BBC, les sécheresses prolongées suivies de fortes pluies créent l'environnement idéal pour ces parasites – des conditions assez similaires à celles que connaît le Tchad depuis quelque temps déjà.⁶¹ Selon *Business Daily Africa*, « les scientifiques affirment que les mers plus chaudes créent davantage de pluie, réveillant les œufs dormants, et que les cyclones qui dispersent les essaims deviennent plus forts et plus fréquents. »⁶²

5. INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MIGRATION DANS LA PROVINCE DU LAC

Le bassin du lac Tchad est crucial pour les moyens de subsistance d'environ 30 millions de personnes du Nigeria, du Cameroun, du Niger et du Tchad qui partagent cette ressource en eau transfrontalière.⁶³ Plus de 80 pour cent de la population du bassin du lac Tchad dépendent du secteur agricole comme principale source d'emploi et de revenus.⁶⁴ Le rétrécissement du lac au cours des décennies a laissé un grand nombre de Tchadiens qui en dépendent pour leur subsistance face à l'insécurité alimentaire, à la perte de revenus et au manque d'autres sources de subsistance. Les

⁶⁰ OCHA, "Chad," 10 November 2020, <https://reports.unocha.org/en/country/chad/card/4N6LzoDRhD/>

⁶¹ David Njagi, "East Africa is seeing its worst swarms of locusts in many decades. How can these ravenous pests be stopped?" BBC, 6 August 2020.

⁶² Business Daily, "Making animal feed: How farmers are fighting back against locust invasion," 22 February 2021, <https://www.businessdailyafrica.com/bd/news/making-animal-feed-how-farmers-are-fighting-back-against-locust-invasion-3300256>

⁶³ L Usigbe, Drying Lake Chad BASIN gives rise to crisis, *Africa Renewal*, 2019.

⁶⁴ FAO, *Lake Chad Basin Crisis Response strategy (2017–2019)*, 2017 <http://www.fao.org/3/i7078e/i7078e.pdf>

principales causes de l'insécurité alimentaire au Tchad - définie comme un manque de ressources financières disponibles pour l'alimentation au niveau des ménages - comprennent la pauvreté, les conflits, le manque d'investissement dans l'agriculture, l'instabilité des marchés et le changement climatique, des facteurs souvent étroitement liés entre eux. Il convient également de noter que des facteurs tels que la mauvaise gouvernance, les politiques inefficaces et la corruption peuvent également contribuer à un accès insuffisant à la nourriture et, en fin de compte, à l'insécurité alimentaire.⁶⁵ Un rapport de 2020 de l'OCHA présentant les derniers chiffres disponibles a révélé que plus de 2,3 millions de personnes étaient confrontées à l'insécurité alimentaire, dont 450 000 en situation d'insécurité alimentaire grave au Tchad.⁶⁶ La sécurité alimentaire - la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité - et leurs interactions en relation avec la migration sont examinées ici.

L'agriculture est le principal moyen de subsistance des communautés du bassin du lac Tchad, mais l'épuisement dramatique de l'eau dans la région a affecté la production de bétail, de cultures et de poissons. L'impact de cette situation a entraîné une augmentation des migrations environnementales, des déplacements de population, de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans tout le Tchad.⁶⁷ La concurrence et les tensions autour des ressources telles que l'eau, la terre et la nourriture se sont intensifiées. Parallèlement à ces pressions, les GANE profitent de ces vulnérabilités pour recruter des jeunes et renforcer leur influence dans la région.⁶⁸

La pauvreté liée à l'instabilité des moyens de subsistance est une des principales causes de la faim, non seulement au Tchad, mais aussi dans les pays voisins. Les personnes vivant dans la pauvreté n'ont souvent pas les moyens de se procurer de la nourriture en quantité ou en qualité suffisante pour mener une vie saine. Parmi les autres conséquences à long terme, citons la diminution du potentiel de gain de revenu et de la productivité du travail. Au cours des six dernières décennies, le changement climatique, la surexploitation et la pression démographique ont contribué au rétrécissement de plus de 90 pour cent de la masse d'eau du bassin du lac Tchad, entraînant la perte de moyens de subsistance durables pour les habitants et le manque d'accès à la nourriture.⁶⁹

La violence et les conflits peuvent avoir un impact direct et indirect sur les différents niveaux du système alimentaire, entraînant la faim et l'insécurité alimentaire. Au niveau local, les conflits peuvent avoir un impact négatif sur les possibilités de revenus et d'emploi, ce qui se répercute sur la capacité d'un individu à acquérir de la nourriture pour lui-même et sa famille. À plus grande échelle, les conflits peuvent également affecter les importations et les exportations, ce qui peut avoir une conséquence sur la disponibilité des aliments et leur prix. La destruction des ressources (terres et équipements) et des moyens de transport et des opérations liées (air, mer, routes) peut affecter la disponibilité des aliments. Le Tchad est l'un des pays de la région sahéenne où la sécurité est fragile en raison des conflits dans les pays voisins ainsi qu'à l'intérieur de ses frontières. Depuis 2003, le pays accueille un grand nombre de personnes déplacées, dont plus de 451 000 réfugiés du Soudan, de la République centrafricaine et du Nigeria, ce qui aggrave encore l'insécurité alimentaire.⁷⁰ Les facteurs de stress environnementaux s'ajoutent à d'autres vulnérabilités sociales, politiques et économiques qui contribuent à accroître la présence des Groupes armés non étatiques (GANE) à travers le Tchad, en

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ UN OCHA, "Chad," 2020, <https://reports.unocha.org/en/country/chad/card/uerJZCI3pk/>

⁶⁷ Truett Sparkman, "New Report Addresses Climate and Fragility Risks in the Lake Chad Region," The Wilson Center, *New Security Beat*, 2019.

⁶⁸ Ibid.

⁶⁹ L Usigbe, Drying Lake Chad BASIN gives rise to crisis, *Africa Renewal*, 2019.

⁷⁰ OXFAM International. Chad. <https://www.oxfam.org/en/what-we-do/countries/chad>

particulier dans le Lac et le Nord.⁷¹ Les GANE sont définis de manière générale comme « des groupes qui remettent en cause le monopole de l'État et sa capacité à contrôler une partie ou la totalité de son territoire. »⁷² L'insécurité alimentaire accrue et la pénurie de ressources dans le Lac offrent des opportunités de recrutement aux GANE, car ils promettent des moyens de subsistance alternatifs et des incitations économiques aux personnes les plus touchées par les impacts climatiques et alimentaires.⁷³

Comme indiqué précédemment dans le rapport, les défis environnementaux, notamment les inondations, la sécheresse et les pénuries d'eau, la désertification, l'érosion et la déforestation, peuvent avoir des effets néfastes sur la sécurité alimentaire. Les conséquences de la sécheresse peuvent aggraver la faim et la pauvreté en réduisant les possibilités de subsistance, les revenus et la production agricole. Les défis environnementaux posent des difficultés particulières à la région du bassin du lac Tchad, car la base de presque tous les moyens de subsistance des ménages est un mélange d'agriculture, d'élevage et de pêche. La situation pastorale au Tchad reste caractérisée par la rareté des ressources pastorales qui affecte le déplacement des éleveurs, la condition physique du bétail, et par conséquent, les prix du bétail sont souvent inférieurs à la moyenne. D'autres ralentissements et replis économiques, tels que la crise économique en 2018 et au-delà, et la catastrophe imprévue de Covid-19, ont affecté de manière disproportionnée la sécurité alimentaire, en particulier dans les états déjà fragiles. En utilisant les données justificatives des enquêtes de l'OIM, les sections suivantes explorent les perceptions des personnes au Tchad entourant les moyens de subsistance et l'accès aux ressources économiques vitales et à la nourriture.

5.1 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance sensibles au climat : Implications de l'étude pilote sur le changement climatique de 2018

Selon un profil de fragilité climatique d'Adelphi du bassin du lac Tchad de 2018, 90 pour cent des moyens de subsistance sont considérés comme « sensibles au climat. »⁷⁴ De nombreux habitants du lac vivent d'une combinaison de pêche, d'agriculture, d'élevage et de commerce. Il est important de noter que les Tchadiens passent d'un métier à l'autre en fonction des variations du lac et du climat, entre autres facteurs, depuis des générations. Cependant, la tactique de diversification des moyens de subsistance augmente et devient également de plus en plus difficile pour les Tchadiens. Par exemple, les gens passeront de l'agriculture de décrue à l'élevage ou de la pêche si les risques d'inondation précoce sont élevés.⁷⁵ Si la diversification des moyens de subsistance a été une stratégie pour faire face à la variabilité du climat et des conditions météorologiques dans le passé, cette stratégie est de moins en moins viable lorsque l'accès à la terre et à l'eau est restreint. En raison des pressions croissantes exercées sur les moyens de subsistance traditionnels comme l'agriculture et la pêche, il n'est pas toujours possible ou faisable pour les Tchadiens de modifier les modes de culture, les périodes de plantation et les parcours de pâturage. Les mécanismes traditionnels de résolution des conflits, tels que les indemnités, ne s'avèrent plus efficaces car les cycles prolongés de conflits et la variabilité des précipitations ont épuisé les économies et la capacité de paiement des populations. De nombreuses populations ont été déplacées plus d'une fois, ce qui met encore plus à l'épreuve leur capacité financière à répondre et à s'adapter à l'évolution de leur situation. En conséquence, la

⁷¹ Mervyn Piesse, "Boko Haram: exacerbating and benefiting from food and water insecurity in the Lake Chad Basin," *Future Directions International* 19 (2017).

⁷² Ibid.

⁷³ Ibid.

⁷⁴ Chitra Nagarajan et al., "Climate-fragility profile: Lake Chad basin," Berlin: adelphi 32, 2018.

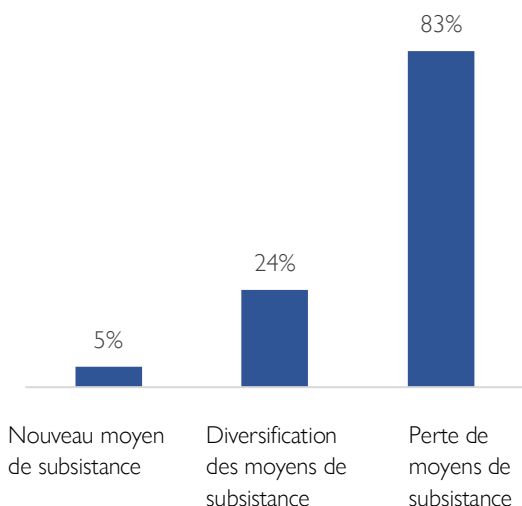
⁷⁵ Ibid.

diversification des cultures, l'un des principaux moyens par lesquels les populations ont répondu aux variations et à l'imprévisibilité des conditions météorologiques, est moins possible car les agriculteurs n'ont plus les ressources financières ou les terres nécessaires pour s'engager dans la plantation de cultures multiples ou pour se déplacer vers d'autres lieux. Une grande partie des informations que ce rapport rassemble de la littérature existante sur les liens entre le changement climatique, l'insécurité alimentaire et la migration ont été confirmées dans les données les plus récentes de l'étude FMS et du changement climatique de l'OIM.

De nombreuses conclusions de l'étude pilote 2018 de l'OIM-Tchad s'alignent sur la recherche et l'évaluation globale du Tchad dans le rapport Adelphi. L'étude de 2018 de l'OIM sur le changement climatique a été réalisée à partir d'entretiens organisés dans le cadre d'une étude quantitative visant à mieux comprendre le lien entre le changement climatique, les moyens de subsistance, la migration et la dynamique des conflits. Cette étude avait pour but de répondre à ces questions et de suggérer le développement de stratégies d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. Le questionnaire était centré sur la variabilité des températures et des précipitations, la disponibilité des ressources, les moyens de subsistance et les informations relatives à la migration ou au déplacement forcé. L'enquête a été menée entre juillet 2018 et octobre 2018 au Tchad, au Cameroun, au Niger et au Nigeria. Dans le cadre de cette étude, l'accent est mis uniquement sur les réponses des personnes se trouvant au Tchad ou déplacées depuis ce pays, avec un échantillon d'environ 892 personnes. Le sous-ensemble de l'échantillon était composé de personnes déplacées internes, de retournés, de migrants, de réfugiés, de membres des communautés hôtes et de populations en transhumance dans la province du Lac au Tchad.

Figure 4: Pourcentage d'individus déclarant avoir changé de moyens de subsistance

77% des personnes ont déclaré avoir changé de moyens de subsistance.



L'une des questions posées dans le questionnaire était : « Vos moyens de subsistance ont-ils changé depuis que vous êtes ici (dans la localité d'accueil) ? », à laquelle 77 pour cent des personnes ont répondu « oui », qu'elles avaient en fait changé de moyens de subsistance, et seulement 23 pour cent des répondants ont répondu « non ». Cela affirme la notion selon laquelle les gens changent de plus en plus leurs moyens de subsistance (que ce soit par choix ou parce qu'ils n'ont pas d'autre choix) en réponse à des facteurs tels que le changement climatique et les conflits. Bien qu'il s'agisse d'un mécanisme de survie ou d'une stratégie d'adaptation depuis des générations, la perception des personnes interrogées nous montre que cela devient de plus en plus courant.

Directement après cette question, les personnes interrogées qui ont déclaré avoir changé de moyens de subsistance ont été invitées à préciser comment ces moyens de subsistance avaient changé (figure 4). Les répondants pouvaient choisir plus d'une option parmi les suivantes : diversification des moyens de subsistance, perte des moyens de subsistance, nouveaux moyens de subsistance, autre ou je ne sais pas. Vingt-quatre pour cent des répondants ont déclaré avoir diversifié leurs moyens de subsistance, ce qui signifie qu'ils pratiquaient plus d'une activité. En revanche, 83 pour cent des personnes interrogées ont déclaré avoir perdu leurs moyens de subsistance, et cinq pour cent des personnes interrogées ont déclaré avoir de nouveaux

moyens de subsistance. Ces réponses montrent qu'un nombre important de personnes déclarent avoir perdu leurs moyens de subsistance, que ce soit en raison d'un conflit, du changement climatique ou d'une autre raison, et que plus d'une personne sur quatre diversifie ses moyens de subsistance ou en cherche de nouveaux à la suite de cette perte. La recherche de ces « nouveaux moyens de subsistance » peut impliquer une migration, les opportunités devenant rares ou trop risquées dans certaines parties du pays. Ce résultat suggère que des menaces considérables pèsent sur la stabilité des moyens de subsistance des Tchadiens dans la région du Lac, et que si la recherche de nouveaux moyens de subsistance peut être la seule option disponible, elle n'est pas nécessairement positive. Cela peut présager d'un problème plus important, à savoir qu'il n'y a peut-être pas assez de « nouveaux moyens de subsistance » pour compenser la perte significative des moyens de subsistance d'origine, car les personnes qui déclarent avoir perdu des moyens de subsistance sont plus nombreuses que celles qui déclarent en avoir trouvé de nouveaux. Alors qu'un grand nombre de personnes peuvent citer ces changements comme une réponse au conflit, nous avons vu des réponses dans les données qui suggèrent que les gens ont également perçu un manque d'accès aux ressources pour la nourriture et les revenus. Comme indiqué précédemment, la diversification des moyens de subsistance, bien qu'elle soit parfois une stratégie d'adaptation positive, devient de plus en plus limitée, ce qui entraîne la possibilité d'une migration forcée ou d'une migration pour rechercher d'autres moyens de subsistance.

5.2 Sécurité alimentaire, accès aux ressources et disponibilité : Implications de l'étude pilote de 2018 de l'OIM sur le changement climatique

Selon le rapport Adelphi 2019 sur la gestion des risques liés au climat et à la fragilité dans la région du lac Tchad, l'augmentation du nombre de PDI a entraîné le regroupement d'un grand nombre de personnes dans des zones déjà soumises à des contraintes et/ou à des manques en matière de ressources, à la recherche de sécurité.⁷⁶ Cette situation exerce une pression importante sur les ressources limitées au niveau local et sur les systèmes de gouvernance des ressources existantes, ce qui accroît le risque d'escalade des conflits ou de concurrence pour les ressources naturelles.⁷⁷ Pour beaucoup, trouver des terres arables sûres est un véritable défi, d'autant plus que les communautés hôtes ont tendance à avoir des revendications antérieures sur ces terres, ce qui crée des tensions. Les femmes, en particulier, ont des difficultés à accéder à la terre ou à en être propriétaires, surtout si leur mari ou leur père a été tué, détenu ou séparé d'elles.⁷⁸ La littérature a documenté la manière dont les inégalités sociales généralisées qui affectent les femmes de manière disproportionnée peuvent aggraver leur vulnérabilité aux risques de catastrophes.⁷⁹ Les inégalités sociales peuvent conduire aux violences basées sur le genre pendant et après les catastrophes. Dans les régions de Dar Sila et Barh el Gazal au Tchad, Masson et al. (2019)⁸⁰ ont mené une étude qui a conclu que la violence à l'égard des femmes et des filles affecte négativement le renforcement de la résilience car elle empêche les survivants et les personnes à leur charge de gérer de manière proactive et positive les défis et les crises en cours.

Les femmes sont également confrontées à des niveaux accrus de risque et de vulnérabilité aux violences sexuelles ou basées sur le genre lorsqu'elles accomplissent des tâches quotidiennes pour rassembler ou accéder à des ressources essentielles. La déforestation généralisée, en particulier autour

⁷⁶ Janani Vivekananda, "Shoring up stability: addressing climate and fragility risks in the Lake Chad Region," *adelphi*, May 2019.

⁷⁷ *Ibid.*, 50.

⁷⁸ *Ibid.*, 51.

⁷⁹ Sarah Bradshaw and Maureen Fordham, *Women, Girls, and Disasters*, 2013.

⁸⁰ Virginie Le Masson et al., "How violence against women and girls undermines resilience to climate risks in Chad," *Disasters* 43 (2019): S245-S270.

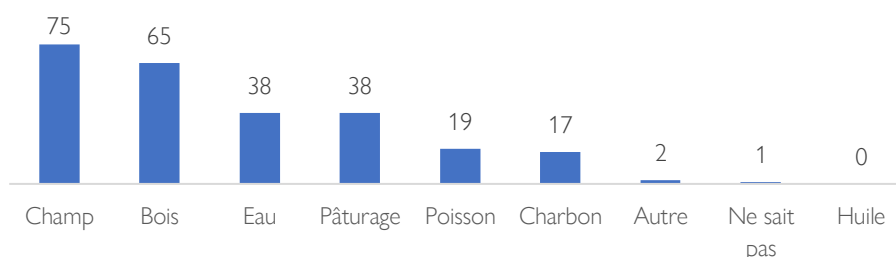
des camps de réfugiés et de personnes déplacées internes, oblige les gens à se déplacer plus loin pour collecter le bois de chauffage indispensable.⁸¹ C'est un exemple de la manière dont les personnes, en particulier les femmes, peuvent être exposées à un risque plus élevé de violences sexuelles ou basées sur le genre. L'ensemble de ces facteurs, pressions et multiplicateurs de menaces érodent également la cohésion sociale et la confiance au niveau des individus, des ménages et des communautés. Par exemple, les tensions intercommunautaires ont augmenté dans la province du Lac au Tchad. Dans les zones à forte population de déplacés internes et de réfugiés, les relations se sont tendues du fait de l'impression que les communautés déplacées bénéficient davantage de l'aide humanitaire que les communautés hôtes.⁸² Cette érosion de la cohésion sociale et de la confiance est exacerbée par les conflits et le changement climatique et peut à son tour exacerber les conflits. Il est important de noter que les conflits liés aux ressources naturelles peuvent varier en gravité, allant d'une tension accrue et d'une rupture de la confiance communautaire à un conflit violent. Les conflits liés aux ressources naturelles peuvent avoir plusieurs causes différentes et peuvent être le point de départ d'une escalade des dynamiques de conflit préexistantes. Le changement ne conduit pas nécessairement à des conflits liés aux ressources. Ces conflits ont lieu dans le contexte d'une variété d'autres facteurs sociaux, politiques et économiques qui peuvent être exacerbés par le changement climatique.

L'étude pilote de l'OIM sur le changement climatique au Tchad a également donné des résultats et des perceptions de la part des personnes interrogées qui confirment les liens établis par ce document de recherche entre le changement climatique et l'accès/disponibilité de la nourriture et d'autres ressources essentielles. Le questionnaire visait à mieux comprendre quelles étaient les principales ressources naturelles dont dépendaient les habitants de la province du Lac au Tchad, et comment leur disponibilité avait varié sur une période d'environ dix ans. Lorsqu'on leur a demandé quelles étaient les principales ressources naturelles du Tchad (figure 5), 75 pour cent des répondants ont mentionné les terres agricoles, 65 pour cent le bois et 38 pour cent l'eau et les pâturages. Lorsqu'on leur a demandé pourquoi ils percevaient des variations dans la disponibilité de ces principales ressources, les répondants ont cité les raisons suivantes : variation des précipitations et de la température, disparition d'espèces animales et végétales, apparition de nouvelles espèces animales et végétales, croissance démographique et conflits.

⁸¹ Ibid, 53.

⁸² Ibid, 56.

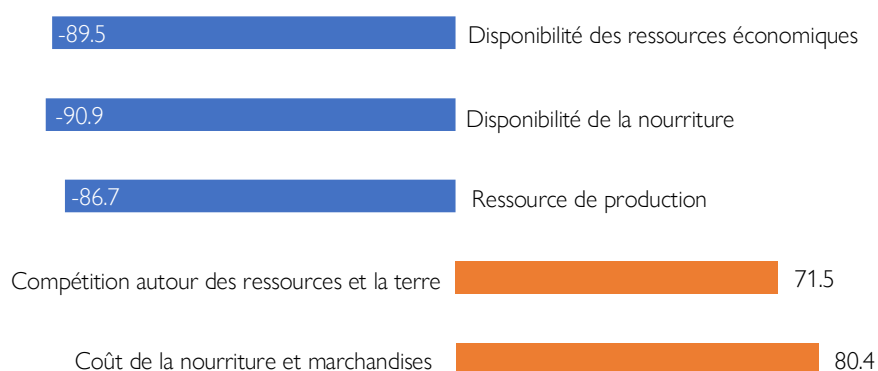
Figure 5: Quelles sont les principales ressources naturelles disponibles (%) ?



Ces données révèlent la forte dépendance des populations à l'égard des terres agricoles, de l'eau, des pâturages et du bois, et la façon dont les variations d'accès et de disponibilité perturbent la stabilité de leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire. En outre, les personnes ont été interrogées sur un certain nombre de questions relatives à l'accès et à la disponibilité des ressources par rapport à ce qu'elles étaient avant leur déplacement, et ont répondu comme suit :

- Lorsqu'ils ont été interrogés sur la disponibilité des ressources nécessaires à leurs activités économiques, 90 pour cent des répondants ont signalé une diminution de la disponibilité des ressources économiques par rapport à la situation avant leur déplacement.
- Interrogés sur la disponibilité de la nourriture, 91 pour cent des répondants ont rapporté une diminution de la disponibilité de la nourriture par rapport à la situation avant leur déplacement. (Figure 6)
- Les répondants ont été interrogés sur leur production globale de ressources, et 87 pour cent d'entre eux ont rapporté une diminution de leur production de ressources par rapport à la situation avant leur déplacement. (Figure 6)

Figure 6: Pourcentage de personnes qui ont signalé des



Sur la base de ces perceptions rapportées, il semble y avoir une corrélation entre le nombre de personnes qui ont rapporté une variation et la variation elle-même, indiquant (1) une diminution significative de la disponibilité de la nourriture, des ressources économiques et de la production de ressources ; (2) une augmentation significative de la compétition pour les ressources et la terre, et (3) une augmentation du coût de la nourriture et des biens. Les liens entre ces différents facteurs et leurs moteurs, tels que les variations des précipitations et des températures induites par le changement climatique, entraînent une difficulté accrue d'accès aux besoins fondamentaux tels que la nourriture et les autres ressources nécessaires à la subsistance et au bien-être économique. En conséquence, le

capital de production des ressources permettant la production de nourriture et d'autres ressources diminue. Cela entraîne ensuite une hausse des prix, car la demande augmente et la disponibilité diminue. Les conflits et la concurrence pour les ressources et les terres augmentent. La disponibilité est moindre, la demande élevée, le coût élevé et les taux de production faibles. Face à ces réalités, dans une certaine mesure, les familles et les individus peuvent adopter des mécanismes d'adaptation pour tenir compte de ces variations qui ont un impact sur leur stabilité. Lorsqu'il a été demandé aux personnes si elles ou leurs ménages avaient adopté des mécanismes d'adaptation face à ces changements de ressources et de moyens de subsistance, seuls 21 pour cent ont confirmé ceci.

Les trois principaux mécanismes d'adaptation cités par les personnes étaient les suivants : 1) changement de matériau ou de méthode pour la construction des abris, 2) modification des habitudes alimentaires, et 3) modification des habitudes de consommation/ changement d'emploi. Si seulement 21 pour cent des personnes interrogées ont déclaré avoir adopté des mécanismes d'adaptation, les chocs liés au climat et aux conflits semblent susceptibles de faire augmenter ce pourcentage au fil du temps.

5.3 Sécurité alimentaire et migration : Données nationales du Tchad provenant du Cadre harmonisé (CH) du Cluster sécurité alimentaire et du FMS de l'OIM

Pour mieux comprendre et cartographier les liens entre les mouvements de personnes au Tchad et l'insécurité alimentaire, deux ensembles de données ont été comparés pour trouver un chevauchement significatif. En utilisant les données de FMS de l'OIM DTM d'avril 2018 à juin 2020, ainsi que les données du Cadre harmonisé (CH) soutenu par le Cluster sécurité alimentaire pour l'identification des zones à risque et des populations en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest pour le Tchad de 2018-2020, les liens suivants ont été évalués. Les données FMS ont impliqué des entretiens avec un échantillon de migrants choisis aléatoirement et voyageant à travers les points de suivi des flux (FMP) afin de recueillir des informations plus détaillées sur leurs profils et leurs expériences migratoires. L'enquête FMS a permis de recueillir des données sur le profil démographique, la nationalité, le niveau d'éducation, l'emploi avant la migration, les raisons de la migration, le parcours emprunté, les besoins et les difficultés rencontrées et les vulnérabilités des personnes interrogées. Les données du CH, soutenu par le Cluster Sécurité Alimentaire – le « cadre harmonisé » – sont une plateforme qui aide à planifier la réponse aux crises alimentaires dans un cadre d'analyse, de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des interventions. Ce cadre classe la gravité actuelle et projetée de la sécurité alimentaire au niveau national et régional. L'analyse de la situation actuelle se fait après la récolte, lorsque la nourriture est disponible. Ensuite, la situation projetée est développée en tenant compte des mois de juin, juillet et août, qui sont la période de soudure. Enfin, les résultats de la sécurité alimentaire sont classés en cinq phases différentes, 1) minimale, 2) stress/pression, 3) crise, 4) urgence, et enfin, 5) famine.

Les données FMS d'avril 2018 à juin 2020 de l'OIM avaient un échantillon de 11 096 personnes, toutes interrogées au Tchad. Lorsqu'il a été demandé aux personnes la raison principale de leur mouvement, 55 pour cent d'entre elles ont cité des raisons économiques. Sur ces 11 096 personnes interrogées au Tchad, 13 pour cent d'entre elles ont commencé leur parcours migratoire à partir de la province du Ouaddai, 12 pour cent ont déclaré avoir commencé à partir de Borkou, et 11 pour cent des répondants ont déclaré avoir commencé à partir de Moyen-Chari. Lorsque l'on compare les trois principales régions signalées comme lieux de départ dans les données FMS avec le niveau d'insécurité alimentaire dans ces mêmes lieux d'après les données CH, des schémas clairs émergent, identifiant

l'insécurité alimentaire comme un moteur clé du mouvement. Par exemple, le Ouaddai a été en phase 2 ou « phase de pression » de 2018 à 2020. La phase 2 signifie que, même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone est dans la condition suivante ou pire : « consommation alimentaire réduite et minimalement adéquate, mais incapacité à faire face à certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles. » Si les répondants du Ouaddai n'avaient pas besoin d'une assistance alimentaire immédiate, ils avaient en revanche besoin d'un soutien plus important pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens de subsistance et maintenir les taux de malnutrition aiguë à des niveaux acceptables. De même, le Borkou a connu la pression de la phase 2 en 2018 et 2020, et a atteint la phase 3 de crise en 2019. La phase 3 « crise » signifie que même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone est dans la condition suivante ou pire : « des déficits alimentaires extrêmes, entraînant une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; ou une perte extrême des actifs de subsistance, qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme. ». Le Moyen-Chari était en phase 2 de 2018 à 2020, et donc dans un état similaire au Ouaddai avec sa pression d'insécurité alimentaire imminente. Les données du CH montrent la vulnérabilité des régions de l'ensemble du Tchad à l'insécurité alimentaire, et les impacts associés d'instabilité des moyens de subsistance, de malnutrition et d'accessibilité réduite aux aliments et aux biens essentiels. Avec les trois premières provinces de départ des voyageurs selon les données FMS constamment sous pression de sécurité alimentaire ou en crise de 2018 à 2020, il apparaît que l'insécurité alimentaire est un moteur clair de la migration.

5.4 Impacts sur la sécurité alimentaire : Agriculture et moyens de subsistance du bétail

Si le changement climatique est une cause fondamentale de l'insécurité alimentaire au Tchad, les conflits ont également eu un impact sur la sécurité alimentaire, en particulier dans les communautés agricoles du bassin du lac Tchad. Selon la FAO, les communautés vulnérables sont souvent prises pour cible par des GANE pour acquérir des ressources et forcer les membres de la communauté à quitter leur foyer. La menace imminente de violence de la part des GANE empêche les agriculteurs de se sentir en sécurité et de se consacrer pleinement à leurs activités de subsistance.⁸³ Des dernières années, les groupes armés non étatiques ont été impliqués dans le pillage des récoltes et du bétail, ainsi que dans la destruction d'infrastructures et l'interruption de services importants dans la province du Lac. Les terres arables ont été utilisées pour abriter les populations déplacées, fragmentant encore plus les terres agricoles, tandis que la production d'importantes cultures céréalières de base comme le maïs et le sorgho a été limitée pour éviter de créer des cachettes pour les GANE.⁸⁴ L'utilisation d'engrais pour l'agriculture a également été limitée car ils peuvent être utilisés pour produire des bombes.⁸⁵ Dans l'ensemble, il s'est avéré difficile de trouver des terres agricoles fertiles et à l'abri des menaces d'insécurité, d'autant que les communautés d'accueil ont tendance à avoir des revendications antérieures sur ces terres.⁸⁶ La crise du conflit a limité les trois options agricoles traditionnelles que sont l'agriculture pluviale, l'agriculture irriguée et le déplacement vers les rives du lac pour y planter des cultures. Cela est dû en partie aux menaces sécuritaires et aux restrictions sur les endroits où les gens peuvent vivre et voyager, ce qui a souvent un impact sur la capacité des gens à se déplacer vers des terres plus fertiles. Outre la peur de la violence, les menaces sécuritaires ont entraîné la fermeture

⁸³ FAO, *Lake Chad Basin Crisis Response strategy (2017–2019)*, 2017, <http://www.fao.org/3/i7078e/i7078e.pdf>.

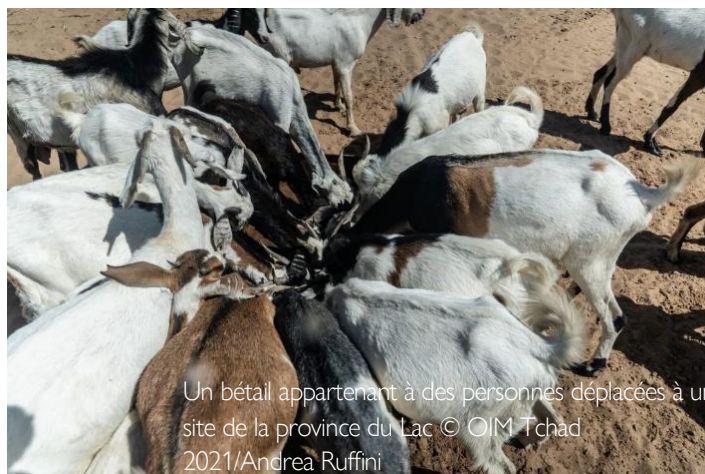
⁸⁴ Ibid.

⁸⁵ Ibid.

⁸⁶ Vivekananda, 2019.

de marchés, l'interdiction de certains moyens de subsistance et la restriction de la circulation d'articles tels que les engrais et la hauteur des cultures.⁸⁷ Si l'une de ces options échoue en raison de la variabilité des précipitations ou des menaces sécuritaires, les communautés n'ont pas d'autres choix vers lesquelles se tourner et, par conséquent, la stratégie d'adaptation n'est plus à leur disposition.⁸⁸

Outre l'agriculture, l'élevage est un autre pilier important de l'économie globale du Tchad. Pour les agriculteurs comme pour les éleveurs, l'agriculture pluviale est la méthode dominante utilisée au niveau de la subsistance.⁸⁹ La migration saisonnière voit souvent les éleveurs faire paître leur bétail dans la région nord du Tchad pendant la saison humide et se déplacer vers la région sud du Tchad pendant les mois secs.⁹⁰ Bien que le changement climatique ait entraîné des contraintes



sur les ressources, les agriculteurs et les éleveurs

ont traditionnellement été capables de coopérer, les déchets du bétail enrichissant les terres cultivées et donnant d'autres résultats mutuellement bénéfiques.⁹¹ Les conflits ont également entraîné le pillage ou le meurtre du bétail, ou l'abandon du bétail par les éleveurs fuyant les violences potentielles.⁹² L'assèchement des pâturages et des points d'eau cruciaux a également entravé les conditions de vie du bétail, d'autant plus que les fermetures de frontières dues à la pandémie perturbent les flux de transhumance à travers les frontières. Les ressources limitées en eau et en pâturages fertiles menacent la survie du bétail, tout en exacerbant les tensions entre éleveurs et agriculteurs et en déstabilisant davantage la région. La méfiance croissante entre agriculteurs et éleveurs a conduit les agriculteurs à penser que les pasteurs sont en grande partie responsables de l'insécurité alimentaire et de la diminution des ressources naturelles.⁹³ En raison des déplacements forcés et de la rareté des pâturages, les pasteurs et leurs animaux se retrouvent plus près des zones peuplées, ce qui accroît la pression sur les terres disponibles et fertiles. Il est important de noter que les incidents de conflits ou de tensions ne se limitent pas aux agriculteurs et aux pasteurs. Ces dernières années ont également été marquées par des tensions croissantes entre des groupes poursuivant les mêmes moyens de subsistance, comme les pasteurs Buduma appartenant à différents sous-groupes qui se sont affrontés pour la propriété d'une île dans le lac Tchad.⁹⁴

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ United Nations Environment Program (UNEP), "Livelihood security: Climate change, migration and conflict in the Sahel," 2011.

⁹⁰ Ibid.

⁹¹ Ibid.

⁹² FAO, *Lake Chad Basin Crisis Response strategy (2017–2019)*, 2017, <http://www.fao.org/3/i7078e/i7078e.pdf>.

⁹³ Ibid.

⁹⁴ Vivekananda, 2019.

5.5 Impacts sur la sécurité alimentaire : La pêche et les moyens de subsistance des pêcheurs dans la province du Lac

La pêche est un moyen de subsistance profondément ancré dans la sécurité alimentaire des communautés du bassin du lac Tchad (LCB). Malgré le rétrécissement estimé de 90 pour cent du lac Tchad depuis les années 1960, il fait vivre près de 30 millions de personnes qui partagent ses rives entre le Tchad, le Cameroun, le Nigeria et le Niger. Le poisson reste l'une des sources de protéines les plus vitales, en particulier pour ceux qui vivent le long des côtes de ces pays. Les changements environnementaux ont entraîné des variations spatio-temporelles, et la pression démographique ainsi que l'irrigation non planifiée ont eu un impact sur le niveau du lac, affectant la pêche comme moyen de subsistance et menaçant la sécurité alimentaire.⁹⁵ Ces changements ont entraîné une concurrence pour les terres, l'eau et les ressources alimentaires au niveau interne et transfrontalier.

[Okpara et al. \(2016\)](#) ont examiné la dynamique du changement dans les moyens de subsistance des habitants du bassin du lac Tchad, composés d'agriculteurs, de pêcheurs et de pasteurs, et les différents défis auxquels ils sont confrontés. Sept villages ont été étudiés en 2013-2014 à l'aide d'enquêtes auprès des ménages et d'entretiens semi-structurés stratifiés par groupes de moyens de subsistance.⁹⁶ Des informations ont également été recueillies lors de discussions de groupe et d'entretiens avec des informateurs clés. La pêche se pratique le long des canaux et des bassins d'eau ainsi qu'en eau libre au centre du lac. L'accès à la pêche, en particulier dans les eaux libres, est contrôlé par le gouvernement tchadien et nécessite un droit d'utilisation. Les résultats de l'étude indiquent un accord général sur le fait que la taille et la quantité de poissons ont diminué.⁹⁷ Des plaintes ont également été formulées au sujet du coût élevé de l'accès aux bateaux et des frais d'eau élevés, ainsi que des règles strictes concernant le type d'équipement de pêche à utiliser. Certains ont dénoncé l'empiètement de migrants sans papiers des pays voisins, qui a donné lieu à des violences.⁹⁸

La manière dont la pêche contribue aux moyens de subsistance des ménages est complexe. [Béné et al. \(2003\)](#) ont récemment démontré que l'accès aux ressources et aux lieux de pêche est fortement déterminé par la richesse.⁹⁹ Or, elle représente l'activité la plus vitale sur laquelle comptent les ménages les plus défavorisés pour générer des revenus et de la nourriture en l'absence d'un accès équitable à la terre. Nombre de ces communautés sont confrontées à une insécurité alimentaire chronique, tandis que d'autres font face à des pénuries alimentaires saisonnières. L'étude de Béné et al. (2003)¹⁰⁰ indique que dans les ménages confrontés à une insécurité alimentaire chronique, la pêche est une activité utilisée principalement pour générer des revenus, où la prise est vendue pour acheter des aliments moins chers (millet), sacrifiant la valeur nutritionnelle au profit du volume et de la longévité du produit. En revanche, dans les ménages confrontés à des pénuries alimentaires saisonnières, l'autoconsommation de leurs prises était plus élevée, ce qui illustre la complexité de la contribution de la pêche aux ménages. Au cours des 15 dernières années en particulier, l'impact du changement climatique a exacerbé les conflits et la violence pour les ressources en terre et en eau que connaissent les populations du Tchad, ainsi que d'autres communautés le long du Bassin du Lac

⁹⁵ Binh Pham-Duc et al., "The Lake Chad Hydrology Under Current Climate Change," *Scientific reports* 10, no. 1 (2020): 5498–5498.

⁹⁶ Uche T. Okpara, Lindsay C. Stringer, and Andrew J. Dougill, "Lake Drying and Livelihood Dynamics in Lake Chad: Unravelling the Mechanisms, Contexts and Responses," *Ambio* 45, no. 7 (2016): 781–795.

⁹⁷ Ibid.788.

⁹⁸ Hector Morales-Munoz et al., "Exploring Connections-Environmental Change, Food Security and Violence as Drivers of Migration-A Critical Review of Research," *Sustainability* (Basel, Switzerland) 12, no. 14 (2020): 5702–.

⁹⁹ Christophe Béné et al., "Inland Fisheries, Tenure Systems and Livelihood Diversification in Africa: The Case of the Yae're' Floodplains in Lake Chad Basin," *African studies* (Johannesburg) 62, no. 2 (2003): 187–212.

¹⁰⁰ Ibid.

Tchad. Les travaux publiés par Okpara et ses collègues montrent les tendances de la violence et des décès dans la région du lac Tchad entre 1997 et 2014¹⁰¹. Les trois plus grands groupes d'événements, les batailles et la violence à distance, les émeutes et les manifestations, et la violence contre les civils ont connu une escalade spectaculaire à partir de 2012. En ce qui concerne ces dernières, l'armement de différentes milices ethniques et les récents GANE, qui prennent le contrôle des ressources halieutiques des communautés le long du lac, pratiquent l'exploitation fiscale et commettent des massacres de pêcheurs, ont été particulièrement dévastateurs, entraînant une peur importante et des déplacements de personnes qui affectent les moyens de subsistance et augmentent l'insécurité alimentaire de ces communautés. La pêche reste un moyen de subsistance important dans la région du Bassin du Lac Tchad et est menacée par le changement climatique et les déplacements forcés. Le lien entre la pêche et les autres moyens de subsistance en relation avec l'insécurité alimentaire et les déplacements forcés est exploré ci-après à travers une analyse de l'enquête sur les intentions de retour et des groupes de discussion menés dans la province du Lac.

5.6 Impact des déplacements forcés sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire dans la province du Lac : Résultats de l'enquête sur les intentions de retour

Afin de mieux comprendre l'ampleur du déplacement et d'évaluer les besoins des populations affectées, le bureau de l'OIM au Tchad, en collaboration avec d'autres agences, a commencé son programme la Matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix* en anglais (DTM)) en septembre 2014. L'objectif principal du programme DTM est de fournir un soutien au gouvernement et aux partenaires humanitaires en établissant un système complet qui recueille et analyse les données, et diffuse des informations sur les PDI et les retournés afin d'assurer une assistance efficace et rapide aux populations affectées. Dans le cadre de son programme DTM, l'OIM utilise l'enquête sur les intentions de retour (RIS) menée au niveau des ménages pour fournir des informations précises et fiables sur les conditions actuelles de personnes déplacées, les perspectives de communautés hôtes et populations déplacées sur les solutions durables à la situation de déplacement ainsi que les intentions de retour des populations déplacées.

Les personnes interrogées qui ont participé à l'enquête sont choisies de manière aléatoire parmi les populations déplacées et les communautés hôtes. Avant de participer, la nature volontaire et les objectifs de l'enquête sont clairement expliqués aux répondants.

Les résultats présentés dans cette section du rapport ont été générés à partir des données d'enquête recueillies entre le 21 octobre et le 04 novembre 2019 auprès de 1 527 ménages dans la province du Lac. Les départements de Foulï (45%), Kaya (33%) et Mamdi (22%) étaient les lieux d'enquête de tous les répondants. L'ensemble des données comprenait 45 pour cent de femmes et 55 pour cent d'hommes. Le statut des répondants était le suivant : 34 pour cent de la communauté d'accueil, 35 pour cent des PDI et 30 pour cent des retournés. Les retournés étaient principalement des Tchadiens revenant du Nigeria (59%) et du Niger (36%). L'inclusion de membres de la communauté hôte permet également d'évaluer la perception de la communauté hôte quant à l'impact du déplacement sur les ressources de la communauté, ainsi que la désirabilité ou l'acceptation de ces individus dans leur communauté. Les résultats présentés ci-dessous n'incluent que les PDI (540 individus) et les retournés (461 individus) et se concentrent principalement sur l'aspect de l'insécurité alimentaire et la raison du

¹⁰¹ Okpara, Lake Drying and Livelihood Dynamics, 786.

mouvement des répondants dans ces deux groupes. Comme le RIS a échantillonné séparément les PDI et les retournés, les groupes sont analysés séparément et aucun résultat unique n'est présenté pour les deux groupes. Plusieurs questions spécifiques sur la sécurité alimentaire ont été analysées pour les PDI et les retournés.

Table 2 : Insuffisance alimentaire du ménage

« Y a-t-il eu, au cours des deux dernières semaines, une insuffisance alimentaire du ménage telle que des membres de la famille ont manqué un repas ? »				
(Source de données RIS)				
Statut des personnes interrogées	Réponse (#)			
	Oui	Non	Ne sais pas	Total
PDI	509	29	2	540
Retournés	409	52	0	461
Statut des personnes interrogées	Réponse (%)			
	Oui	Non	Ne sais pas	Total
PDI	94,3%	5,4%	0,4%	100%
Retournés	88,7%	11,3%	0%	100%

- Les deux besoins les plus urgents des répondants de la RIS étaient la nourriture et l'argent liquide. La nourriture a été identifiée comme le premier besoin prioritaire par 51,5 pour cent et 44,7 pour cent des PDI et retournés, respectivement. L'argent liquide a été identifié comme le deuxième besoin prioritaire par 24,6 pour cent et 21,3 pour cent des PDI et des retournés, respectivement.
- Lorsqu'on leur a posé la question de l'insuffisance alimentaire, définie comme le fait qu'au cours des deux dernières semaines, leur ménage a connu une insuffisance alimentaire telle qu'une personne a manqué un repas, 94,3 pour cent des PDI ont répondu « oui » à cette question et 88,7 pour cent des retournés ont répondu « oui » à l'insuffisance alimentaire au cours des deux dernières semaines. (Table 2)

- L'achat de nourriture à crédit est pratiqué par 73,7 pour cent des PDI et 62,9 pour cent des retournés (source de données RIS).

Les résultats de la RIS indiquent que l'insécurité alimentaire est marquée au sein des populations interrogées, ce qui correspond aux résultats de l'étude pilote sur le changement climatique ci-dessus. Pour mieux comprendre l'impact sur les principaux moyens de subsistance des ménages des PDI et des retournés, le pourcentage d'engagement dans des activités de subsistance spécifiques avant et après le déplacement, respectivement, a été évalué.

Le déplacement a eu un impact dévastateur sur l'emploi pour les deux populations interrogées, ce qui est cohérent avec les discussions des groupes de discussion sur le fait d'avoir peu ou pas d'activités liées au travail, une insécurité alimentaire significative et un manque de ressources pour prendre soin des familles. Un regard approfondi est porté sur le déplacement des PDI et de sa relation avec leurs moyens de subsistance avant et après le déplacement (Figure 8). Un impact négatif important peut être observé sur le chômage avant et après le déplacement (2,41% contre 34,51%, de façon

respective). De même, des effets négatifs avant et après le déplacement peuvent être observés sur d'autres moyens de subsistance tels que l'élevage (8,15% contre 1,679%), le commerce (19,63% contre 9,09%) et un déclin considérable des activités de subsistance agricoles (57,22% contre 38,22%).

Figure 8: Impact sur les ménages de PDI (activités de la principale personne apportant le revenu dans le ménage avant et après le déplacement)

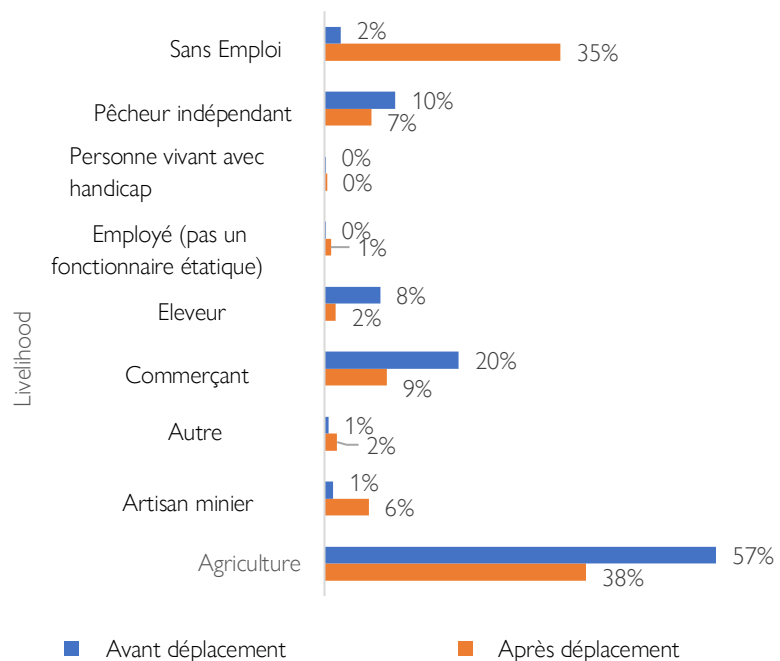
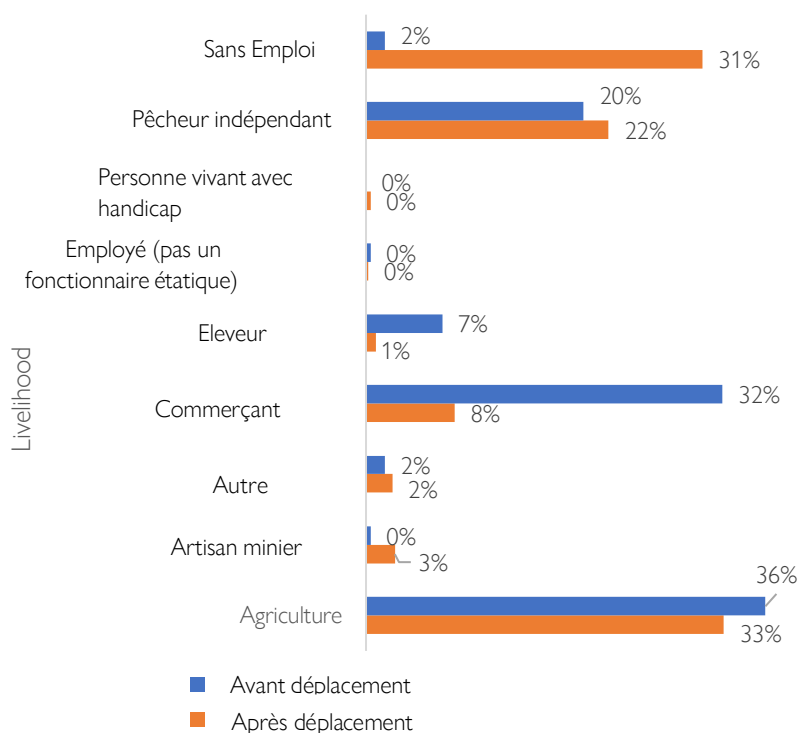


Figure 9: Impact sur les ménages retournés avant et après le déplacement (activités de la principale personne apportant le revenu dans le ménage avant et après le déplacement)



Les ménages de retournés ont été confrontés à une baisse semblable en ce qui concerne leurs moyens de subsistance, en particulier dans le domaine des activités marchandes : 32,46 pour cent avant le déplacement, contre 8,10 pour cent après le déplacement (Figure 9). Les moyens de subsistance agricoles des retournés semblent relativement soutenus et ont été globalement moins affectés (36,38% contre 32,60%) que les activités agricoles des PDI (57,22% contre 38,22%). Les résultats indiquent qu'avant le déplacement, les PDI étaient plus susceptibles que les retournés d'utiliser l'agriculture comme principal moyen de subsistance.

Les retournés étaient plus susceptibles d'avoir utilisé le commerce comme l'un des principaux moyens de subsistance des ménages.

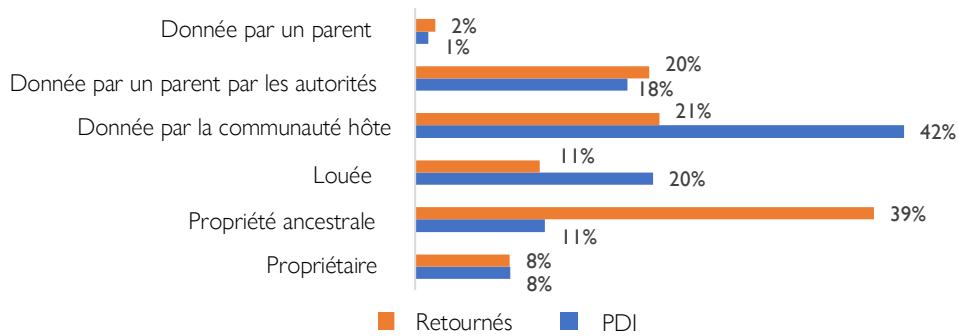
Pour mieux comprendre la résilience démontrée de l'agriculture/de l'élevage comme principal moyen de subsistance des ménages parmi les PDI et les retournés, même après le déplacement, plusieurs questions relatives à l'accès à la terre et à la propriété ont été posées aux répondants de l'enquête. « Avez-vous accès à des terres arables ? Si oui, comment avez-vous accès à cette terre/par quels moyens avez-vous accès à cette terre ? Si vous êtes propriétaire, avez-vous les titres de propriété (documents) ? » Les retournés et les PDI ont déclaré un accès similaire aux terres arables, 51,19 pour cent et 50,37 pour cent, respectivement (Figure 10A).

Figure 10A: Accès aux terres arables



Les moyens par lesquels les deux groupes ont accès aux terres arables varient. Les retournés étaient 3,5 fois plus susceptibles d'avoir accès à des terres arables par propriété ancestrale que les PDI, qui étaient deux fois plus susceptibles de louer des terres (Figure 10B).

Figure 10B: Moyens d'accès aux terres arables



Le fait que les PDI possèdent moins de terres et qu'elles doivent les louer sans ressources de revenu peut avoir contribué au déclin plus important des moyens de subsistance agricoles après le déplacement. La migration nécessite des ressources. Bien qu'il s'agisse d'une conjecture, il est possible que la propriété foncière des retournés leur ait permis de se rendre dans les pays voisins pour y trouver des opportunités et y créer des entreprises. Sur l'ensemble des personnes interrogées qui ont indiqué posséder des terres, seuls 3,8 pour cent et 3,6 pour cent des PDI et des retournés, respectivement, ont indiqué posséder des titres fonciers.

5.7 Impact des déplacements forcés sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire dans la province du Lac : Résultats des groupes de discussion

Les avantages de la recherche par méthodes mixtes ont été bien établis.¹⁰² Les groupes de discussion (FG) de l'OIM ajoutent une dimension qualitative à cette recherche et un moyen de trianguler les résultats des données RIS. Les experts de l'OIM ont conduit douze FG dans la province du Lac. L'objectif principal des FG est de mieux comprendre l'expérience de déplacement des personnes interrogées, leurs situations actuelles et leurs intentions futures, ainsi que de se servir d'un complément qualitatif aux RIS quantitatifs. Les douze groupes de discussion ont été codés et analysés.¹⁰³

Il s'agissait de groupes séparés d'hommes et de femmes, dont cinq ont été menés avec des PDI de la province du Lac (dans les localités de Yakirom, Kiskra et Kousseri) et sept avec des retournés (dans les localités de Kiskra, Darnahim, Kousseri, Ngomirom Doumou et Mélea). Les réponses aux principales questions du FG qui suivent sont discutées ci-dessous ; les principales questions posées étaient : « Comment était votre vie avant le déplacement ? Comment était votre vie pendant le déplacement ? Quelle est votre situation actuelle ? Quelles sont vos intentions pour l'avenir ? »

Les PDI et les retournés ont indiqué que, dans l'ensemble, la vie avant le déplacement était une vie de contentement et que leurs besoins étaient adéquatement satisfaits, notamment le fait d'avoir des enfants à l'école, des terres cultivables et des activités professionnelles. Ce résultat est cohérent avec le faible niveau de chômage avant le déplacement identifié dans la RIS. En outre, les personnes interrogées dans les groupes de discussion ont indiqué qu'elles participaient à des activités de pêche,

¹⁰² Joseph K Teye, "Benefits, Challenges, and Dynamism of Positionalities Associated with Mixed Methods Research in Developing Countries: Evidence from Ghana," *Journal of mixed methods research* 6, no. 4 (2012): 379–391.

¹⁰³ Velida Dzino-Silajdzic, "Practical guide Focus Group Discussions," Catholic Relief Services, 2018, https://www.crs.org/sites/default/files/tools-research/fgds_april_24_final_lo_res_.pdf.

d'agriculture et de commerce dans leur lieu de résidence d'origine. Les retournés se sont identifiés plus souvent que les PDI comme étant des commerçants et ayant des entreprises rentables, ce qui est cohérent avec les résultats de la RIS montrant un pourcentage légèrement plus élevé de retournés qui étaient des commerçants.

En ce qui concerne la vie pendant le déplacement, les deux groupes ont indiqué que leurs propriétés et leurs biens avaient été détruits. En général, il n'y a pas eu de temps de réflexion après les attaques des GANE. La plupart des personnes interrogées ont indiqué que les attaques ont été brusques et que ceux qui avaient été avertis par les responsables locaux sont partis par mesure de prévention, dû à la peur. De nombreuses familles ont déclaré être parties à pied avec d'autres familles, leurs maisons et leurs biens ayant été brûlés, et s'être souvent cachées dans la brousse pendant des jours pour se protéger. Un répondant FG a indiqué : « Tout est réduit en poudre, il ne reste rien dans ce village et même les humains sont dans ces cendres. » Certains ont raconté la mort de membres de leur famille, d'amis et de voisins, y compris des femmes qui ont connu la mort de leurs bébés et de leurs jeunes enfants. Certaines femmes ont indiqué que le déplacement était particulièrement difficile pour les femmes enceintes et allaitantes, les personnes vivant avec handicaps et les jeunes enfants. Une femme interrogée a indiqué la vulnérabilité des hommes qui étaient spécifiquement ciblés par les GANE. C'est généralement le chef de famille qui prend la décision de quitter la localité par peur et de nombreux hommes ont exprimé leur inquiétude pour leur famille pendant les difficultés du déplacement. Les PDI et les retournés ont identifié les avantages de leur situation actuelle et leurs intentions futures. La sécurité a été identifiée comme le principal avantage. Des commentaires tels que « Nous pouvons dormir la nuit, nous sommes en sécurité » ont été unanimement exprimés par les personnes interrogées. Au-delà de la question de la sécurité, les deux groupes de personnes interrogées ont indiqué que les conditions de vie étaient mauvaises, avec peu d'opportunités de travail et une insécurité alimentaire et hydrique accrue. Ce dernier point est cohérent avec les résultats de la RIS. La plupart des hommes ont exprimé leur désarroi de ne pas pouvoir avoir un emploi rémunéré pour prendre soin de leur famille et la nourrir correctement. « Nous nous asseyons et attendons l'aumône. Il n'y a pas d'issue ». Les femmes ont exprimé leur inquiétude pour leurs maris sachant qu'elles voulaient s'occuper de la famille mais n'avaient pas les moyens de le faire.

Lorsqu'on a demandé aux répondants de la RIS s'ils souhaitaient quitter leur lieu de vie actuel, 90,2 pour cent des PDI et 91,9 pour cent des retournés ont répondu non et ont indiqué qu'ils n'avaient pas l'intention de quitter leur lieu de vie actuel. Il est intéressant de noter que les retournés interrogés dans les groupes de discussion ont exprimé le désir de rester dans leur localité actuelle, même s'ils ont indiqué que les conditions de vie étaient extrêmement mauvaises, principalement en raison de préoccupations économiques pour prendre soin de leur famille et la nourrir. La plupart des hommes retournés ont indiqué que lorsque la situation sécuritaire s'améliorera dans le lieu de résidence qu'ils ont quitté, ils espèrent revenir et relancer leurs affaires. Plusieurs d'entre eux ont déclaré qu'ils étaient attirés par leur lieu de résidence en raison des opportunités économiques, mais aussi par le Tchad, leur terre ancestrale. Il serait peut-être prudent de donner des moyens à ceux qui ont des compétences commerciales pour aider les commerçants à développer des entreprises dans leur lieu d'accueil actuel. Les PDI ont indiqué qu'elles n'avaient rien à retrouver, qu'elles étaient économiquement démunies et qu'elles souhaitaient donc que les conditions de vie s'améliorent dans leur lieu d'accueil actuel afin de pouvoir y rester. Nombre d'entre elles ont le sentiment d'être bien intégrées dans la communauté et souhaitent y rester, mais elles veulent être en mesure d'y apporter une contribution sociale et économique. Certains ont développé des liens forts avec la communauté hôte et ne se considèrent plus comme des étrangers.

Les conclusions de ces deux sources de données et d'autres mises en évidence dans ce document donnent un aperçu de la complexité de la migration non forcée, ainsi que de la migration forcée. Les États doivent être préparés aux déplacements prolongés et adapter leurs ressources en conséquence. Très souvent, il existe plus d'une cause (englobant les facteurs politiques, économiques, le changement climatique et la sécurité) qui contribue à la migration. Le changement climatique, la sécurité alimentaire et la sécurité humaine, tels qu'explorés ici, sont des liens importants entre plusieurs facteurs et la décision finale de migrer. En raison de ce lien complexe, la migration doit être abordée de manière holistique afin d'apporter des changements aux communautés vulnérables.

6. CONCLUSION

Ce document a examiné l'impact du changement climatique, de l'insécurité alimentaire et des conflits sur les PDI et retournées au Tchad. La nécessité de faire face au changement climatique est l'un des problèmes les plus importants auxquels notre monde est confronté aujourd'hui, affectant les pays développés et surtout ceux en développement et faisant peser une charge disproportionnée sur ces derniers. Les pays en développement, comme le Tchad, dont la survie dépend fortement d'une agriculture de subsistance, de l'élevage et de la pêche, sont particulièrement touchés par le changement climatique. L'impact extrême du changement climatique sur les pays en développement devrait être d'une importance majeure pour les citoyens du monde, car ces pays sont les moins contributeurs au changement climatique. Ainsi, les inégalités en matière de pollution environnementale que connaissent les pays pauvres et marginalisés affectent leur capacité à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU en ce qui concerne la croissance économique (ODD 8) ainsi que les inégalités (ODD 10), puisque le changement climatique constitue un multiplicateur de pauvreté en augmentant le nombre de personnes pauvres et leur vulnérabilité aux menaces supplémentaires.¹⁰⁴ Les résultats de cette étude indiquent que le changement climatique peut avoir un impact sur des aspects du système alimentaire tels que la disponibilité et l'accès. Des schémas clairs émergent, liant l'insécurité alimentaire comme un moteur clair des mouvements. En outre, les conflits (par exemple, avec les GANE) ont entraîné d'importants déplacements de population qui se sont traduits par une insécurité alimentaire. La reconnaissance et l'importance des efforts humanitaires pour la fourniture de nourriture ont été reconnues dans les groupes de discussion des PDI et des retournés. Cependant, l'insécurité alimentaire et les défis sociaux et économiques ont été identifiés comme des obstacles quotidiens. Les personnes interrogées ont reconnu le manque de réponses humanitaires et de développement intégrées qui se concentrent sur le renforcement de leur résilience et de leur autonomie grâce à l'amélioration des compétences et des actifs. Sans cela, les populations déplacées peuvent devenir encore plus marginalisées, ce qui pourrait conduire à une plus grande instabilité dans la région. La nécessité d'envisager le déplacement non seulement comme une réponse humanitaire, mais aussi comme un effort de développement, contribuera à garantir l'intégration des personnes déplacées dans les initiatives de développement stratégique. Le dialogue entre les pays et les initiatives économiques qui intègrent davantage d'objectifs de développement dans les efforts qui visent à répondre aux déplacements forcés permettront aux personnes touchées de mieux s'épanouir quel que soit l'endroit où elles se trouvent, qu'elles restent dans de nouvelles communautés ou qu'elles soient en mesure de rentrer chez elles.

En conclusion, le changement climatique, les conflits et l'insécurité alimentaire créent des liens qui détruisent les moyens de subsistance, entraînent des déplacements, creusent les inégalités

¹⁰⁴ Sustainable Development Goals. United Nations <https://sdgs.un.org/goals>

(notamment l'inégalité de genre) et affaiblissent le développement durable, en particulier dans les pays en développement. L'impact de ce lien complexe exige une coopération, une collaboration et un partage des ressources et des connaissances aux niveaux local, régional et international à un rythme sans précédent. Des recommandations pour aller de l'avant sont fournies ci-dessous.

7. RECOMMANDATIONS

Le présent rapport recommande de poursuivre les travaux pour :

- [Accroître le rôle des femmes dans le leadership :](#)

Impliquer les femmes dans des rôles de leadership dans les processus communautaires et les politiques locales en matière de changement climatique, car les femmes sont reconnues comme des agents clés du changement. Les résultats ci-dessus indiquent que les femmes se déplacent mais sont moins susceptibles de le faire que les hommes. Une meilleure compréhension par le biais des enquêtes de l'OIM ou des groupes de discussion peut identifier les modèles de résilience qui peuvent avoir un impact sur la stabilité et l'engagement et contribuer au développement d'une région. Ainsi, l'OIM devrait également envisager des partenariats avec des organisations (par exemple, ONU Femmes) pour inclure les femmes dirigeantes dans des formations pertinentes afin de renforcer les capacités et les connaissances locales autour de diverses questions (en préparation à des niveaux de participation plus élevés) et de mettre en relation les participants locaux avec des partenaires clés pour aider à créer de nouvelles politiques bénéfiques. Les efforts visant à accroître la participation des femmes aux processus décisionnels politiques nationaux et internationaux, y compris la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), doivent être encouragés. En particulier au niveau international, le PAM, la FAO et l'OIM Tchad pourraient parrainer des ateliers conjoints pour s'assurer que les points de vue des femmes et des communautés autochtones sont inclus dans l'élaboration des politiques internationales en matière de changement climatique et dans l'élaboration et la mise en œuvre des initiatives mondiales liées à la sécurité alimentaire.

- [Établir des politiques d'intégration opportunes et de meilleure qualité pour les populations déplacées :](#)

Les gouvernements du Tchad et de toute la région du Sahel doivent planifier une meilleure intégration de leurs populations déplacées en leur donnant les moyens de création des entreprises ou de pratiquer l'agriculture collaborative, afin qu'elles puissent prendre soin de leurs familles. De nombreuses PDI et retournées se sentent acceptées par les communautés locales. Cependant, lors des groupes de discussion de la province du Lac, certains retournés ont indiqué qu'ils se sentaient étiquetés et détachés de leurs communautés parce qu'ils n'avaient pas de documents d'identité, une étape légale qui favorise le sentiment d'identité. Développer des collaborations et un cadre régional (par exemple, la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)) comme d'autres pays permettrait d'établir la liberté de circulation et le droit de résidence et d'établissement pour les ressortissants des États membres. Bien que le protocole de libre circulation de la CEDEAO ne soit pas sans défis, la coopération et l'intégration régionales ont le potentiel de promouvoir le développement économique grâce à l'exposition et à la capacité de se déplacer à la recherche d'un emploi, ainsi que des avantages sociaux, politiques non seulement pour la région immédiate, mais pour

le pays et la région.¹⁰⁵ ¹⁰⁶ Le fait de pouvoir répondre aux engagements familiaux, aux attentes de la communauté et un sentiment d'appartenance, sans étiquetage, grâce à l'intégration, peut favoriser la résilience face au changement climatique, à l'insécurité alimentaire et aux conflits. (Voir les besoins de recherche supplémentaires ci-dessous).

- [Accroître les efforts ascendants de résilience climatique :](#)

Concernant l'impact du changement climatique sur les conflits et la violence, l'écart entre la perception des personnes interrogées et les résultats de la recherche montre que si les problèmes liés au changement climatique – précipitations variables, augmentation des températures, sécheresses, inondations, dégradation des écosystèmes – exacerbent sans aucun doute les conflits et la violence au Tchad, les PDI et les migrants au sein du Tchad peuvent ne pas établir le lien entre ces conditions. Ainsi, alors que les efforts du gouvernement pour s'adapter au changement climatique seront cruciaux, il est tout aussi important de diffuser l'éducation et les ressources au niveau local et à la base. La meilleure compréhension de l'impact du changement climatique peut inciter les populations locales et les organisations de base à relancer les méthodes traditionnelles et culturelles d'adaptation au climat pour aider à faire face au changement climatique. Étant donné que les Tchadiens sont affectés par le changement climatique d'une manière que les pays développés ne connaissent pas, l'utilisation de techniques provenant de sources internationales et descendantes ne suffit pas à améliorer la vie des personnes les plus touchées par le changement climatique au Tchad.¹⁰⁷ Les méthodes « locales » d'adaptation et de conservation ont prouvé leur efficacité dans la lutte contre le changement climatique en Afrique et sont nécessaires en combinaison avec des méthodes descendantes afin d'améliorer la résilience climatique du Tchad.

- [Privilégier l'aide qui renforce la résilience plutôt qu'à l'aide à la sécurité :](#)

Dans les négociations bilatérales et multilatérales avec les États, les organisations internationales et d'autres entités fournissant des formes d'aide étrangère au Tchad, il faudrait peu à peu s'éloigner de l'aide à la sécurité et se tourner de plus en plus vers des formes d'aide plus bénéfiques, visant à renforcer la résilience des populations. L'aide à la sécurité sous forme d'armes, d'argent ou de formation pour faire face au conflit généralisé dans la région ne fait qu'exacerber ledit conflit car l'aide peut souvent enhardir les forces de sécurité ou ladite aide peut se retrouver dans de mauvaises mains. De plus, l'aide à la sécurité envoie le message que le conflit est le problème central et qu'il ne peut être résolu que par une réponse plus militarisée et coordonnée. La réorientation de l'attention, de l'aide et des autres ressources étrangères vers la nourriture, le logement, la formation à l'emploi et les mesures de résilience visant à atténuer les dommages causés par les inondations (sous la forme d'infrastructures hydrauliques telles que la collecte et le stockage des eaux de pluie) finirait par porter ses fruits, car elle cherche à s'attaquer aux causes profondes des déplacements et des conflits plutôt qu'au conflit lui-même. Une aide alimentaire directe, accompagnée d'une utilisation coordonnée de l'eau, des terres et des ressources agricoles, serait une première étape idéale. Là où la sécurité serait la plus utile, l'établissement et le maintien de couloirs de migration sûrs pour aider les migrants à la recherche de nouvelles opportunités de se mouvoir serait important, car cela permettrait un passage

¹⁰⁵ A. Opanike and Aduloju AA (2015) ECOWAS Protocol on Free Movement and Trans-border Security in West Africa. *J Civil Legal Sci* 4:154. doi:10.4172/2169-0170.1000154

¹⁰⁶ Samuel K. Okunade and Olusola Ogunnubi. "A 'Schengen' Agreement in Africa? African Agency and the ECOWAS Protocol on Free Movement." *Journal of borderlands studies* 36, no. 1 (2021): 119–137.

¹⁰⁷ R. W. Abrams et al., "Integrating Top-down with Bottom-up Conservation Policy in Africa," *Conservation Biology* 23, no. 4 (August 2009): 799–804.

sûr, les ressources appropriées pour faire le voyage et encouragerait la coordination entre les groupes et entre les gouvernements.

8. BESOINS DE RECHERCHE SUPPLÉMENTAIRES

- Réévaluer la typologie d'appellation et les définitions autour de la migration, ainsi que les impacts (positifs et négatifs) de l'étiquetage des migrants comme appartenant à des groupes distincts. Rechercher les impacts (positifs et négatifs) de l'étiquetage des individus en groupes distincts dont les raisons des mouvements ne sont souvent pas clairement distinguées et un continuum ou des circonstances qui se chevauchent peuvent exister entre leurs événements de mouvement. Les étiquettes mises en place par les organisations travaillant dans ces communautés, la communauté hôte et d'autres peuvent influencer la façon dont les individus se perçoivent, la façon dont leur identité est perçue et, surtout, les avantages et les limites de ces étiquettes. Ce type de recherche devrait se concentrer sur l'expérience de l'étiquetage et l'utilisation des étiquettes dans le contexte de la migration/déplacement, en particulier dans les situations de déplacement prolongé où les résultats peuvent changer avec le temps et où les étiquettes et leur importance peuvent potentiellement changer au fil des ans. L'OIM, conjointement avec d'autres partenaires, pourrait envisager de diriger un examen complet de la manière dont les pays en développement traitent les mouvements de population (forcés et non forcés) en fonction des groupes étiquetés, de partager les évaluations, les leçons apprises et les meilleures pratiques qui traitent, en particulier, des déplacements forcés.
- Évaluer de manière plus approfondie, par le biais d'instruments qualitatifs et quantitatifs, la compréhension de divers segments de la population concernant le « changement climatique » et ses impacts connexes. Une construction soignée des outils de recherche et des changements dans le langage, et le cadrage sont recommandés, ainsi que de nouvelles approches d'analyse des données pour renforcer la crédibilité des résultats. Identifier des stratégies pour promouvoir la collaboration entre le gouvernement et les programmes de développement afin de renforcer l'égalité de genre et la résilience des populations tchadiennes aux chocs et aux stress. On en sait moins sur les conséquences de la violence quotidienne au sein des ménages et des communautés, et sur la capacité des personnes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, à se protéger contre d'autres facteurs de stress ou risques.
- Faire des recherches sur la religion, l'ethnicité, le mode de vie et les pratiques basées sur le genre qui peuvent conduire à des pratiques de soins et d'éducation différentes entre les garçons et les filles, entraînant des résultats différents en matière de santé et de résilience (par exemple, les garçons étant plus vulnérables à la malnutrition que les filles).
- Augmenter les investissements dans la recherche et le développement, notamment en incluant les solutions climatiques naturelles qui sont souvent plus simples sur le plan technologique et dont le coût est largement abordable.
- Conduire des études de cas sur les liens entre la perturbation écologique et la sécurité, en élaborant un programme de recherche sur la sécurité écologique et naturelle.

BIBLIOGRAPHY

- Adelphi. *Climate-Fragility Profile: Lake Chad Basin*, 2018.
- Abobi, Seth Mensah, and Elliot Haruna Alhassan. "A review of fisheries-related human migration in the Gulf of Guinea." (2015).
- Barbier, Jessica, F. Guichard, D. Bouniol, F. Couvreur, and R. Roehrig. "Detection of intraseasonal large-scale heat waves: Characteristics and historical trends during the Sahelian spring." *Journal of Climate* 31, no. 1 (2018): 61-80.
- Béné, Christophe, Koane Mindjimba, Emma Belal, Thomas Jolley, and Arthur Neiland. "Inland fisheries, tenure systems and livelihood diversification in Africa: The case of the Yae' re' floodplains in Lake Chad Basin." *African Studies* 62, no. 2 (2003): 187-212.
- Bradshaw, Sarah and Maureen Fordham. *Women, Girls, and Disasters*, 2013.
- Business Daily. "Making animal feed: How farmers are fighting back against locust invasion." 22 February 2021. <https://www.businessdailyafrica.com/bd/news/making-animal-feed-how-farmers-are-fighting-back-against-locust-invasion-3300256>.
- Centers for Disease Control and Prevention (CDC). "Chad Clinician View." 2021. <https://wwwnc.cdc.gov/travel/destinations/clinician/none/chad>.
- Diène, Papa Daouda A., Richard Lalou, Abdou K. Diongue, and Abdoulaye Dème. "Heat-related mortality in the Sahel: who is sensitive to short-and long-term heat exposures?" In *EGU General Assembly Conference Abstracts*, p. 12054. (2018).
- Dosio, Alessandro. "Projection of temperature and heat waves for Africa with an ensemble of CORDEX Regional Climate Models." *Climate Dynamics* 49, no. 1 (2017): 493-519.
- Dzino-Silajdzic, Velida. "Practical Guide, Focus Group Discussions." *Catholic Relief Services*. Baltimore, USA (2018).
- Emets, Yana. "Preventing the Spread of Common Diseases in Chad." Borgen Project, 2017. <https://borgenproject.org/preventing-common-diseases-in-chad/>.
- Epule, Epule Terence, Changhui Peng, Laurent Lepage, and Zhi Chen. "The causes, effects and challenges of Sahelian droughts: a critical review." *Regional environmental change* 14, no. 1 (2014): 145-156.
- Food and Agriculture Organization (FAO). (2017). *Lake Chad Basin Crisis Response strategy (2017–2019)*. Retrieved from <http://www.fao.org/3/i7078e/i7078e.pdf>.
- Food and Agriculture Organization (FAO), International Fund for Agricultural Development (IFAD), United Nations Children's Fund (UNICEF), World Food Programme (WFP), and World Health Organization (WHO). *The State of Food Security and Nutrition in the World*, 2018.
- Food and Agriculture Organization (FAO). *Lake Chad Basin Crisis - Response Strategy (2017–2019)*, 2017.
- Food and Agriculture Organization (FAO). *Migration, Agriculture, and Rural Development*, 2016.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). *Special Report on Climate Change and Land*, 2016.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). *Technical Summary*, 2019. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/3/2019/11/SROCC_FD_TS_Final.pdf.
- International Organization for Migration (IOM). *Extreme Heat and Migration*, 2017.
- International Organization for Migration. *Glossary on Migration 2nd Edition*, 2017. <https://www.corteidh.or.cr/sitios/observaciones/11/anexo5.pdf>.
- International Organization for Migration (IOM). *Glossary on Migration*, 2019.

https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf.

International Organization for Migration (IOM). *Key Migration Terms*, 20 January 2020. <https://www.iom.int/key-migration-terms>.

International Organization for Migration (IOM) Global Migration Data Analysis Centre. *Return Migration*, 11 May 2021.

<https://migrationdataportal.org/themes/return-migration>.

Kjellstrom, Tord, David Briggs, Chris Freyberg, Bruno Lemke, Matthias Otto, and Olivia Hyatt. "Heat, human performance, and occupational health: a key issue for the assessment of global climate change impacts." *Annual review of public health* 37 (2016): 97-112.

Marshak, Anastasia, Gwenaëlle Luc, Anne Radday, and Helen Young. "Seasonality of Acute Malnutrition and its Drivers in Sila Province, Chad: a mixed." (2021).

Marshak, Anastasia, Gwenaëlle Luc, Anne Radday, Helen Young. "Seasonality, sex, and acute malnutrition in Chad's Sila Province." Briefing Paper Tufts University, Feinstein International Center, 24 Nov 2020. 1-9.

<https://fic.tufts.edu/publication-item/seasonality-sex-and-acute-malnutrition-in-chads-sila-province/>.

Martinez, Polioptro, and Erick R. Bandala. "Heat Waves: A Growing Climate Change-related Risk." *Brief for GSDR—2016 Update Secretariat of the United Nations* (2016).

Masson, Virginie Le, Colette Benoudji, Sandra Sotelo Reyes, and Giselle Bernard. "How violence against women and girls undermines resilience to climate risks in Chad." *Disasters* 43 (2019): S245-S270.

Mbaye, Ahmadou, "Africa's climate crisis, conflict, and migration challenges." Brookings. 2019.

<https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2019/09/20/africas-climate-crisis-conflict-and-migration-challenges/>.

Morales-Muñoz, Héctor, Srijna Jha, Michelle Bonatti, Henryk Alff, Sabine Kurtenbach, and Stefan Sieber. "Exploring Connections—Environmental Change, Food Security and Violence as Drivers of Migration—A Critical Review of Research." *Sustainability* 12, no. 14 (2020): 5702.

Mulazzani, Luca, Rosa Manrique, Catalina Stancu, and Giulio Malorgio. "Food security and migration in Africa: a validation of theoretical links using case studies from literature." *New Medit* 19, no. 2 (2020): 19-37.

Nagarajan, Chitra, Benjamin Pohl, Lukas Rüttinger, Florence Sylvestre, Janani Vivekananda, Martin Wall, and Susanne Wolfmaier. "Climate-fragility profile: Lake Chad basin." *Berlin: Adelphi* 32 (2018).

Niang, Isabelle and Oliver Ruppel. *Africa*. IPCC, 2014.

Njagi, David. "East Africa is seeing its worst swarms of locusts in many decades. How can these ravenous pests be stopped?" BBC, 6 August 2020.

Okpara, Uche T., Lindsay C. Stringer, and Andrew J. Dougill. "Lake drying and livelihood dynamics in Lake Chad: Unravelling the mechanisms, contexts and responses." *Ambio* 45, no. 7 (2016): 781-795.

Okunade, Samuel K. and Olusola Ogunnubi. "A 'Schengen' Agreement in Africa? African Agency and the ECOWAS Protocol on Free Movement." *Journal of borderlands studies* 36, no. 1 (2021): 119–137.

Opanike, A and Aduloju AA (2015) ECOWAS Protocol on Free Movement and Trans-border Security in West Africa. *J Civil Legal Sci* 4:154. doi:10.4172/2169-0170.1000154

Oueslati, Boutheina, Benjamin Pohl, Vincent Moron, Sandra Rome, and Serge Janicot. "Characterization of heat waves in the Sahel and associated physical mechanisms." *Journal of Climate* 30, no. 9 (2017): 3095-3115.

Owonikoko, Saheed Babajide, and Jude A. Momodu. "Environmental degradation, livelihood, and the stability of Chad Basin Region." *Small Wars & Insurgencies* 31, no. 6 (2020): 1295-1322.

Pattnayak, Kanhu Charan, Ahmat Younous Abdel-Lathif, K. V. Rathakrishnan, Muskan Singh, Renuka Dash, and Pyarimohan Maharana. "Changing climate over Chad: is the rainfall over the major cities recovering?" *Earth and Space Science* 6, no.

7 (2019): 1149-1160.

Pham-Duc, Binh, Florence Sylvestre, Fabrice Papa, Frédéric Frappart, Camille Bouchez, and Jean-Francois Crétaux. "The Lake Chad hydrology under current climate change." *Scientific reports* 10, no. 1 (2020): 1-10.

Pieesse, Mervyn. "Boko Haram: exacerbating and benefiting from food and water insecurity in the Lake Chad Basin." *Future Directions International* 19 (2017).

Potts, Malcolm, Eliya Zulu, Michael Wehner, Federico Castillo, and Courtney Henderson. *Crisis in the Sahel*, 2013.

ReliefWeb. *Climate Change and Vulnerability*, 2015.

Sparkman, Truett. "New Report Addresses Climate and Fragility Risks in the Lake Chad Region." The Wilson Center, New Security Beat, 2019. <https://www.newsecuritybeat.org/2019/05/report-addresses-climate-fragility-risks-lake-chad-region/>.

Sustainable Development Goals. United Nations <https://sdgs.un.org/goals>

Teye, Joseph Kofi. "Benefits, challenges, and dynamism of positionalities associated with mixed methods research in developing countries: Evidence from Ghana." *Journal of Mixed Methods Research* 6, no. 4 (2012): 379-391.

United Nations. "Sahel, Lake Chad Region Walking 'Tightrope of Survival' as Result of Environmental Degradation, Humanitarian Organization President Tells Security Council." 17 September 2020. <https://www.un.org/press/en/2020/sc14307.doc.htm>.

United Nations Development Programme (UNDP). "Latest Human Development Index Ranking." 2020. <http://hdr.undp.org/en/content/latest-human-development-index-ranking>.

United Nations Environment Program (UNEP). "Livelihood security: Climate change, migration and conflict in the Sahel." 2011.

United Nations General Assembly. *Convention Relating to the Status of Refugees*, 28 July 1951. <https://www.refworld.org/docid/3be01b964.html>.

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR). "Sahel Emergency." UNHCR, 2021. <https://www.unhcr.org/en-us/sahel-emergency.html>.

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Guiding Principles on Internal Displacement*, 22 July 1998. <https://www.refworld.org/docid/3c3da07f7.html>.

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). *Chad Situation Report*, 10 Nov 2020, 2020.

Usigbe, Leon. "Drying Lake Chad BASIN gives rise to crisis | Africa Renewal." 2019. <https://www.un.org/africarenewal/magazine/december-2019-march-2020/drying-lake-chad-basin-gives-rise-crisis>.

Vivekananda, Janani, Martin Wall, Florence Sylvestre, Chitra Nagarajan, and Oli Brown. "Shoring up stability: addressing climate and fragility risks in the Lake Chad Region." Adelphi. (May 2019)

World Bank Group. *Groundswell: Preparing for Internal Climate Migration*, 2018.

World Bank. "Climate Data: Historical." 2015. <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/chad/climate-data-historical>.

Yeboah, Felix Kwame, and Thomas S. Jayne. "Africa's evolving employment trends." *The Journal of Development Studies* 54, no. 5 (2018): 803-832.